

ASS/GF/II/MG



2025-058

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 22 MAI 2025

OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 4 AVRIL 2025

Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 26	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 16 mai 2025
--	-------------------------------------	------------------------	--------------------------------------

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-deux mai à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Marion FORATO

Étaient absents :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Dominique JOLIS, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, M. Rémi PÉNAVAIRE,

Avaient donné mandat :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ à M. Gérard FORCADA, M. Dominique JOLIS à M. Michel MASUYER, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVES, M. Rémi PÉNAVAIRE à Mme Béatrice ARNAUD

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Michel MASUYER

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 04 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre avril à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch, sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marion FORATO

Étaient absents :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Dominique JOLIS, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Avaient donné mandat :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ à Mme Christine BÉNET, M. Dominique JOLIS à M. Michel MASUYER, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVÈS, Mme Virginie JULIAN à Mme Sylvie DANRÉ, M. Freddy NOLOT à M. Thierry DENARD, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA, Mme Marie-Claude MARTINEZ à Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Guy VIVÈS

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Ordre du jour

Fonctionnement des institutions communales

Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance

1. Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal

Ressources humaines

2. Convention avec le CNFPT relative à la période de préparation au reclassement des fonctionnaires – annexe

Finances

3. Compte de gestion 2024 Budget principal – Annexe
4. Compte administratif 2024 Budget principal – Annexe
5. Affectation du résultat à la suite du vote du compte administratif 2024 sur le Budget principal
6. Compte de gestion 2024 Budget annexe Eau potable – Annexe
7. Compte administratif 2024 Budget annexe Eau potable – Annexe
8. Affectation du résultat à la suite du vote du compte administratif 2024 sur le Budget annexe Eau potable
9. Compte de gestion 2024 Budget annexe Assainissement – Annexe
10. Compte administratif 2024 Budget annexe Assainissement – Annexe
11. Affectation du résultat à la suite du vote du compte administratif 2024 sur le Budget annexe Assainissement
12. Consolidation des comptes administratifs 2024 Budget principal et budgets annexes
13. Conventions pluriannuelles d'objectifs avec les associations
14. Acompte subventions aux associations 2025
15. Acompte subvention Ciném'Aude
16. Fixation des taux 2025 – Annexe
17. Débat d'orientation budgétaire 2025 – Annexe

Questions diverses

NOTES EXPLICATIVES DE SYNTHÈSE

DOSSIER N°1

CONSEIL MUNICIPAL DU 04 AVRIL 2025

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : LISTE DES DÉCISIONS DU MAIRE PRISES DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CGCT PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2122-22, L. 2122-23, L. 2121-29 et suivants ;

Vu la délibération n° 2020-167 du 24 septembre 2020 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au Maire ;

Je vous rends compte des décisions suivantes prises conformément à la délégation d'attributions du Conseil municipal en ma faveur :

2025-08	24/03/2025	Mise à disposition des routes, pistes et parcelles communales au bénéfice de l'école d'application de sécurité civile de VALABRE, du 31 mars au 4 avril, de 8h00 à 18h00, pour la réalisation d'un stage de formation de sapeurs-pompiers, marins-pompiers et militaires de la Sécurité Civile.
2025-09	24/03/2025	Attribution du marché relatif à l'étude de faisabilité pour le Pôle d'Échange Multimodal de Lézignan-Corbières, à l'entreprise SAS EVO PODS située 60 avenue de Castelnau à Montpellier. Cette entreprise ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour un montant de 24 450,00 euros HT. Le marché a une durée de 8 mois.
2025-10	24/03/2025	Convention de prestations de services entre la commune et la société "Le Scribe Audio" pour la transcription des séances du Conseil municipal et des commissions nécessaires au fonctionnement de l'administration communale. Le tarif horaire est de 111,00 euros HT (133,20 TTC) soit 1,85 euros HT la minute d'enregistrement et la commune est facturée à la séance.

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de la communication de ces informations.

DOSSIER N° 2

CONSEIL MUNICIPAL DU 4 AVRIL 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : CONVENTION AVEC LE CNFPT RELATIVE À LA PÉRIODE DE PRÉPARATION AU RECLASSEMENT DES FONCTIONNAIRES – ANNEXE

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n°85-1054 du 30 septembre 1985 relatif au classement des fonctionnaires reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions ;

Vu le projet de convention de la période de préparation au reclassement annexé ;

Considérant l'acceptation d'un agent, sur la période de préparation au reclassement ;

En complément de la procédure de reclassement prévue par le décret n° 85-1054 du 30 septembre 1985, le fonctionnaire a droit à une période de préparation au reclassement (PPR).

Cette période est prévue par l'article L. 826-2 al. 1 du Code général de la fonction publique qui dispose : « *Le fonctionnaire reconnu inapte à l'exercice de ses fonctions a droit à une période de préparation au reclassement, avec maintien du traitement, pendant une durée maximale d'un an. Cette période est assimilée à une période de service effectif.* »

La PPR a pour objet :

- De préparer et, le cas échéant, de qualifier son bénéficiaire pour l'occupation de nouveaux emplois compatibles avec son état de santé, s'il y a lieu, en dehors de sa collectivité ou son établissement public d'affectation.
- Elle vise à accompagner la transition professionnelle du fonctionnaire vers le reclassement.

Cette période peut être effectuée dans la collectivité d'affectation, ou en dehors de celle-ci.

La PPR peut comporter – dans l'administration d'affectation de l'agent ou dans toute administration ou établissement public mentionné au Code général de la fonction publique susvisé – des périodes de formation, d'observation et de mise en situation sur un ou plusieurs postes.

La PPR repose sur l'établissement par convention d'un projet qui définit :

- Le contenu même de la préparation au reclassement
- Les modalités de mise en œuvre de la période de préparation au reclassement
- La durée au-delà de laquelle l'intéressé présente sa demande de reclassement

Le projet de convention est élaboré et signé par :

- L'autorité territoriale
- Le Président du CNFPT (catégorie A+) ou du Centre de gestion de la fonction publique territoriale (catégorie A, B ou C)
- L'agent

Si l'agent effectue une période de préparation au reclassement en dehors de sa collectivité d'origine, la collectivité ou l'établissement d'accueil sont associés à cette convention. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces relatives au projet de mise en place d'une période de préparation au reclassement dont la convention et les avenants

2/ D'inscrire au budget 2025, les dépenses prévues par la convention et ses éventuels avenants.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 3

CONSEIL MUNICIPAL DU 04 AVRIL 2025

PÔLE : RESSOURCES-DIRECTION DES FINANCES

THEME : FINANCES

RAPPORTEUR : GERARD FORCADA

OBJET : DELIBERATION PORTANT VOTE DU COMPTE DE GESTION 2024 BUDGET PRINCIPAL

Vu les articles L1612-12 à L1612-16 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu l'article L2121-31 du CGCT relatif à l'adoption du Compte administratif et aux Comptes de gestion,

Vu l'article L2343-1 du CGCT,

Vu l'instruction budgétaire M57,

Vu le compte de gestion 2024 Budget principal présenté par le Service de Gestion Comptable de Narbonne.

Le conseil municipal doit voter, au préalable du compte administratif budget principal 2024, le compte de gestion 2024 dressé par le Trésorier.

Après s'être fait présenter le budget primitif, les décisions modificatives et les virements de crédits de l'année 2024, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le trésorier, accompagné de l'état de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir constaté la concordance avec le compte administratif de l'exercice 2024 ;

Après s'être assuré que le Comptable a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2024, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

- 1) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- 2) Statuant sur l'exécution du budget principal de l'année 2024 en ce qui concerne les différentes sections du budget ;
- 3) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Il est proposé au conseil municipal de prendre acte et de voter que le compte de gestion du budget Principal dressé pour l'exercice 2024 par le Comptable (Service de Gestion Comptable de Narbonne), qui sera visé par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 4

CONSEIL MUNICIPAL DU 04 AVRIL 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEURE : CHRISTINE BÉNET

OBJET : COMPTE ADMINISTRATIF 2024 BUDGET PRINCIPAL - ANNEXE

Vu les articles L. 1612-12 à L. 1612-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L. 2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu le Compte administratif 2024 Budget principal,

Vu la note de synthèse jointe au Compte administratif 2024,

Conformément aux articles L. 1612-12 à 1612-14 et L. 2121-31 du CGCT, le Conseil municipal doit voter le Compte administratif Budget principal 2024 présenté par le Maire avant le 30 juin 2025.

Conformément à l'article L. 2121-14 du CGCT, dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le Conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut assister à la discussion mais doit se retirer de la salle au moment du vote.

Il est présenté au Conseil Municipal les résultats du Compte administratif 2024, Budget principal, selon les données exposées ci-dessous :

	Investissement		Fonctionnement		Ensemble	
Libellés	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
résultats reportés (1)	1 235 246.47	0.00	0.00	3 176 784.23	1 235 246.47	3 176 784.23
opérations de l'exercice (2)	3 941 658.96	5 642 809.15	14 016 900.78	16 157 661.87	17 958 559.74	21 800 471.02
TOTAUX CUMULES (1 + 2)	5 176 905.43	5 642 809.15	14 016 900.78	19 334 446.10	19 193 806.21	24 977 255.25
résultat de clôture	0.00	1 701 150.2	0.00	2 140 761.09	0.00	3 841 911.29
reste à réaliser (3)	1 225 023.62	175 312.80	0.00	0.00	1 225 023.62	175 312.80
TOTAUX CUMULES (1 + 2 + 3)	6 401 929.05	5 818 121.95	14 016 900.78	19 334 446.10	20 418 829.83	25 152 568.05
RESULTATS DEFINITIFS	583 807.10			5 317 545.32		4 733 738.22

Le Maire, M. FORCADA s'étant retiré de la salle, il est demandé au Conseil municipal :

- 1/ **De donner acte** de la présentation faite du compte administratif 2024 Budget principal.
- 2/ **De constater** la comptabilité principale, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.
- 3/ **De reconnaître** la sincérité des restes à réaliser.
- 4/ **De voter et arrêter** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 5

CONSEIL MUNICIPAL DU 04 AVRIL 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : AFFECTATION DU RESULTAT A LA SUITE DU VOTE DE COMPTE ADMINISTRATIF 2024 SUR LE BUGET PRINCIPAL

Vu les articles L1612-12 à 1612-14, et L2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 08 décembre 2022 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu l'instruction comptable M57,

Vu le compte administratif 2024 Budget principal,

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57, à la suite du vote du Compte administratif 2024, le Conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat en vue des reprises sur le Budget principal 2025.

Il est proposé au Conseil Municipal de procéder à l'affectation du résultat comme suit :

	RESULTAT CA	VIREMENT A LA SF	RESULTAT DE L'EXERCICE	RESTES A REALISER	SOLDE DES RESTES A RÉALISER	CHIFFRES A PRENDRE EN COMPTE POUR L'AFFECTATION DE RESULTAT
	2023		2024	2024		
INVEST	-1 235 246,47		1 701 150,19	D 1 225 023,62 R 175 312,80	-1 049 710,82	-583 807,10
FONCT	3 176 784,23		2 140 761,09	D R		5 317 545,32
<p>Considérant que seul le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet de la délibération d'affectation du résultat (le résultat d'investissement reste toujours en investissement et doit en priorité couvrir le besoin de financement (déficit) de la section d'investissement,</p> <p>Décide d'affecter le résultat comme suit :</p>						
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULE AU 31/12/					2024	5317 545,32 €
Affectation obligatoire :						
A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068)						583 807,10 €
Solde disponible affecté comme suit :						
Affectation complémentaire en réserves (c/ 1068)						
Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002)						4733 738,22 €
<p>Il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte et de voter l'affectation du résultat selon les données exposées ci-dessus</p> <p>Il convient d'en délibérer</p>						

DOSSIER N° 6

CONSEIL MUNICIPAL DU 04 AVRIL 2025

POLE RESSOURCES-DIRECTION DES FINANCES

THEME : FINANCES

OBJET : DELIBERATION PORTANT VOTE DU COMPTE DE GESTION 2024 BUDGET EAU POTABLE

RAPPORTEUR : GERARD FORCADA

Vu les articles L1612-12 à L1612-16 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu l'article L2121-31 du CGCT relatif à l'adoption du Compte administratif et aux Comptes de gestion,

Vu l'article L2343-1 du CGCT,

Vu l'instruction budgétaire M49,

Vu le compte de gestion 2024 Budget Eau potable présenté par le Service de Gestion Comptable de Narbonne.

Le conseil municipal doit voter, au préalable du compte administratif budget Eau potable 2024, le compte de gestion 2024 dressé par le Trésorier.

Après s'être fait présenter le budget primitif, les décisions modificatives et les virements de crédits de l'année 2024, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le trésorier, accompagné de l'état de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir constaté la concordance avec le compte administratif de l'exercice 2024 ;

Après s'être assuré que le Comptable a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2024, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

- 1) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- 2) Statuant sur l'exécution du budget Eau potable de l'année 2024 en ce qui concerne les différentes sections du budget ;
- 3) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Il est proposé au conseil municipal de prendre acte et de voter que le compte de gestion du budget Eau potable dressé pour l'exercice 2024 par le Comptable (Service de Gestion Comptable de Narbonne), qui sera visé par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 7

CONSEIL MUNICIPAL DU 04 AVRIL 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEURE : CHRISTINE BÉNET

OBJET : COMPTE ADMINISTRATIF 2024 BUDGET ANNEXE EAU POTABLE – ANNEXE

Vu les articles L. 1612-12 à 1612-14 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L. 2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49,

Vu le Compte administratif 2023 Budget annexe Eau potable,

Vu la note de synthèse jointe au Compte Administratif 2024,

Conformément aux articles L. 1612-12 à L. 1612-14 et L. 2121-31 du CGCT, le Conseil municipal doit voter le Compte administratif Budget annexe Eau potable 2024 présenté par le Maire avant le 30 juin 2025.

Conformément à l'article L. 2121-14 du CGCT, dans les séances où le Compte administratif du Maire est débattu, le Conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le Maire peut assister à la discussion mais doit se retirer de la salle au moment du vote.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer sur les résultats du compte administratif 2024, budget annexe Eau potable selon les données exposées ci-dessous :

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		ENSEMBLE	
Libellés	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
résultats reportés (1)	0,00	302 363.43	0,00	430 232.65		732 596.08
opérations de l'exercice (2)	443 940.90	255 066.65	327 152.72	771 333.72	771 093.62	1 026 400.37
TOTAUX CUMULES (1 + 2)	443 940.90	557 430.08	327 152.72	1 201 566.37	771 093.62	1 758 996.45
résultat de clôture		113 489.18		874 413.65		990 903.83
reste à réaliser (3)	37 772.34		0,00	0,00	37 772.34	
TOTAUX CUMULES (1 + 2 + 3)		75 716.84	327 152.72	1 201 566.37	808 865.96	1 758 996.45
RESULTATS DEFINITIFS		75 716.84		874 413.65		950 130.49

Le Maire, M. FORCADA, s'étant retiré de la salle.

Il est demandé au Conseil municipal de :

1/ Donner acte de présentation faite du compte administratif 2024 Budget annexe Eau potable.

2/ De constater la Comptabilité principale, les identités de valeurs avec les indications du Compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

3/ Reconnaître la sincérité des restes à réaliser.

4/ Voter et arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 8

CONSEIL MUNICIPAL DU 04 AVRIL 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : AFFECTATION DU RESULTAT A LA SUITE DU VOTE DE COMPTE ADMINISTRATIF 2024 SUR LE BUDGET EAU POTABLE

Vu les articles L1612-12 à 1612-14, et L2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 08 décembre 2022 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M49,

Vu l'instruction comptable M49,

Vu le compte administratif 2024 Budget Eau Potable,

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M49, à la suite du vote du Compte administratif 2024, le Conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat en vue des reprises sur le Budget Eau Potable 2025.

Il est proposé au Conseil Municipal de procéder à l'affectation du résultat comme suit :

	RESULTAT CA	VIREMENT A LA SF	RESULTAT DE L'EXERCICE	RESTES A REALISER	SOLDE DES RESTES A RÉALISER	CHIFFRES A PRENDRE EN COMPTE POUR L'AFFECTATION DE RESULTAT
	2023		2024	2024		
INVEST	302 363,43		-188 874,25	D 37 772,34 R 0,00	-37 772,34	75 716,84
FONCT	430 232,65	19 269,43	463 450,43	D R		874 413,65

Considérant que seul le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet de la délibération d'affectation du résultat (le résultat d'investissement reste toujours en investissement et doit en priorité couvrir le besoin de financement (déficit) de la section d'investissement,

Décide d'affecter le résultat comme suit :

EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULE AU 31/12/	2024	874 413,65 €
Affectation obligatoire :		
A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068)		- €
Solde disponible affecté comme suit :		
Affectation complémentaire en réserves (c/ 1068)		
Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002)		874 413,65 €

Il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte et de voter l'affectation du résultat selon les données exposées ci-dessus

Il convient d'en délibérer

DOSSIER N° 9

CONSEIL MUNICIPAL DU 04 AVRIL 2024

POLE RESSOURCES-DIRECTION DES FINANCES

THEME : FINANCES

OBJET : DELIBERATION PORTANT VOTE DU COMPTE DE GESTION 2024 BUDGET ASSAINISSEMENT

RAPPORTEUR : GERARD FORCADA

Vu les articles L1612-12 à L1612-16 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),
Vu l'article L2121-31 du CGCT relatif à l'adoption du Compte administratif et aux Comptes de gestion,
Vu l'article L2343-1 du CGCT,
Vu l'instruction budgétaire M49,
Vu le compte de gestion 2024 Budget Assainissement présenté par le Service de Gestion Comptable de Narbonne.

Le conseil municipal doit voter, au préalable du compte administratif budget assainissement 2024, le compte de gestion 2024 dressé par le Trésorier.

Après s'être fait présenter le budget primitif, les décisions modificatives et les virements de crédits de l'année 2024, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le trésorier, accompagné de l'état de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir constaté la concordance avec le compte administratif de l'exercice 2024 ;

Après s'être assuré que le Comptable a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2024, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

- 1) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- 2) Statuant sur l'exécution du budget principal de l'année 2024 en ce qui concerne les différentes sections du budget ;
- 3) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Il est proposé au conseil municipal de prendre acte et de voter que le compte de gestion du budget Assainissement dressé pour l'exercice 2024 par le Comptable (Service de Gestion Comptable de Narbonne), qui sera visé par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.
Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 10

CONSEIL MUNICIPAL DU 04 AVRIL 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEURE : CHRISTINE BÉNET

OBJET : COMPTE ADMINISTRATIF 2024 BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – ANNEXE

Vu les articles L. 1612-12 à L. 1612-14 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L. 2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49,

Vu le Compte administratif 2023 Budget annexe Assainissement,

Vu la Note de synthèse jointe au Compte Administratif 2024,

Conformément aux articles L. 1612-12 à L. 1612-14 et L. 2121-31 du CGCT, le Conseil municipal doit voter le Compte administratif Budget annexe Assainissement 2024 présenté par le Maire avant le 30 juin 2025.

Conformément à l'article L. 2121-14 du CGCT, dans les séances où le Compte administratif du Maire est débattu, le Conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut assister à la discussion mais doit se retirer de la salle au moment du vote.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de se prononcer sur les résultats du Compte administratif 2024, Budget annexe Assainissement selon les données exposées ci-dessous :

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		ENSEMBLE	
Libellés	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
résultats reportés (1)	0,00	106 407.98	0,00	320 581.76		426 989.74
opérations de l'exercice (2)	365 219.08	328 828.62	375 488.55	382 814.79	740 707.63	711 643.41
TOTAUX CUMULES (1 + 2)	365 219.08	435 236.60	375 488.55	703 396.55	740 707.63	1 138 633.15
résultat de clôture		70 017.52		327 908.00		397 925.52
reste à réaliser (3)	0.00	0.00	0,00	0,00	740 707.63	0,00
TOTAUX CUMULES (1 + 2 + 3)	365 219.08	435 263.60	375 488.55	703 396.55	740 707.63	1 138 633.15
RESULTATS DEFINITIFS		70 017.52		327 908.00		397 925.52

Le Maire, M. FORCADA s'étant retiré de la salle.

Il est demandé au Conseil municipal :

- 1/ De donner acte de la présentation faite du Compte administratif 2024 Budget annexe Assainissement.
- 2/ De constater la Comptabilité principale, les identités de valeurs avec les indications du Compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.
- 3/ De reconnaître la sincérité des restes à réaliser.
- 4/ De voter et arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 11

CONSEIL MUNICIPAL DU 04 AVRIL 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : AFFECTATION DU RESULTAT A LA SUITE DU VOTE DE COMPTE ADMINISTRATIF 2024 SUR LE BUDGET ASSAINISSEMENT

Vu les articles L1612-12 à 1612-14, et L2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 08 décembre 2022 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M49,

Vu l'instruction comptable M49,

Vu le compte administratif 2024 Budget Assainissement,

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M49, à la suite du vote du Compte administratif 2024, le Conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat en vue des reprises sur le Budget Assainissement 2025.

Il est proposé au Conseil Municipal de procéder à l'affectation du résultat comme suit :

	RESULTAT CA	VIREMENT A LA SF	RESULTAT DE L'EXERCICE	RESTES A REALISER	SOLDE DES RESTES A RÉALISER	CHIFFRES A PRENDRE EN COMPTE POUR L'AFFECTATION DE RESULTAT
	2023		2024	2024		
INVEST	106 407,98		-36 390,46	D 0,00 R 0,00	0,00	70 017,52
FONCT	320 581,76	42 476,62	49 802,86	D R		327 908,00
Considérant que seul le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet de la délibération d'affectation du résultat (le résultat d'investissement reste toujours en investissement et doit en priorité couvrir le besoin de financement (déficit) de la section d'investissement,						
Décide d'affecter le résultat comme suit :						
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULE AU 31/12/					2024	327 908,00 €
Affectation obligatoire :						
A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068)						- €
Solde disponible affecté comme suit :						
Affectation complémentaire en réserves (c/ 1068)						
Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002)						327 908,00 €
Il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte et de voter l'affectation du résultat selon les données exposées ci-dessus						
Il convient d'en délibérer						

DOSSIER N° 12

CONSEIL MUNICIPAL DU 04 AVRIL 2025

PÔLE : RESSOURCESTHÈME : FINANCESRAPPORTEUR : GÉRARD FORCADAOBJET : CONSOLIDATION DES COMPTES ADMINISTRATIFS 2024 – BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES

Vu les articles L. 1612-12 à L. 1612-14, et L. 2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu les comptes administratifs 2024 Budget principal et Budgets annexes ;

Vu la note de synthèse jointe au compte Administratif 2024 ;

Le conseil municipal doit présenter la consolidation des comptes à la suite des votes des comptes administratifs 2024 Budget principal et Budgets annexes.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer sur cette consolidation, selon les données exposées ci-dessous :

	Investissement		Fonctionnement		Ensemble	
Libellés	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
résultats reportés (1)	1 235 246.47	408 771.41	0.00	3 927 598.64	1 235 246.47	4 336 370.05
opérations de l'exercice (2)	4750818.94	6 226 704.42	14 719 542.05	17 311 810.38	19 470 360.99	23 538 514.8
TOTAUX CUMULES (1 + 2)	5 986 065.41	6 635 475.83	14 719 542.05	21 239 409.02	20 705 607.46	27 874 884.85
résultat de clôture	0.00	1 884 656.9	0.00	3 343 082.74	0.00	5 230 740.64
reste à réaliser (3)	1 262 795.96	175 312.80	0.00	0.00	1 262 795.96	175 312.80
TOTAUX CUMULES (1 + 2 + 3)	6 767 148.13	6 329 102.39	14 719 542.05	21 239 409.02	21 968 403.42	28 050 197.65
RESULTATS DEFINITIFS	438 072.74	0.00	0.00	6 519 866.97		6 084 794.23

Il est demandé au Conseil municipal de :

1/ Se prononcer sur cette consolidation.

2/ Donner acte des présentations faites du Compte administratif 2024 Budget principal et Budgets annexes.

3/ Reconnaître la sincérité des restes à réaliser.

4/ Voter et arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 13

CONSEIL MUNICIPAL DU 04 AVRIL 2025

PÔLE : RESSOURCESTHÈME : FINANCESRAPPORTEUR : GÉRARD FORCADAOBJET : CONVENTIONS PLURIANNUELLES D'OBJECTIFS AVEC LES ASSOCIATIONS

La loi du 12 avril 2000 a rendu obligatoire la signature d'une convention entre les personnes publiques et les associations qui bénéficient d'une subvention de fonctionnement dont le montant annuel dépasse la somme de 23.000€

Des conventions ont été signées en mars 2004 et ont été renouvelées par délibérations en date des 13 décembre 2006, 17 décembre 2010, 27 mars 2013, 16 décembre 2015, 1^{er} janvier 2019 et 11 janvier 2022 pour une durée de trois ans, entre la Commune et les associations suivantes

- le FCL XIII
- la Maison des Jeunes et de la Culture
- Espace Gibert

Par ailleurs, l'association Prom'Aude bénéficie d'un soutien financier supérieur au seuil des 23000€ qui justifie désormais la mise en œuvre d'une convention.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- De valider la mise en œuvre des conventions pluriannuelles d'objectifs sur les mêmes bases, pour une autre période de trois ans qui commencera à courir à compter du 1^{er} janvier 2025
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer lesdites conventions ainsi que tous documents relatifs à ce dossier et à prendre toutes mesures pour en assurer l'exécution.

DOSSIER N° 14

CONSEIL MUNICIPAL DU 04 AVRIL 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GERARD FORCADA

OBJET : AVANCE SUR SUBVENTION –

Le Conseil Municipal a approuvé la signature des conventions pluriannuelles d'objectifs avec les associations les plus importantes de notre Ville, et ce en application de la loi du 12 Avril 2000.

Le conseil municipal a été sollicité pour reconduire ce dispositif et a donné son accord.

Ces conventions prévoient, dans leur article 4, la possibilité de verser des avances avant le 31 mars de l'année et le vote du budget, et la possibilité de payer les subventions par acomptes.

En vertu de l'article L 1621-1 du CGCT et en application de ces conventions ainsi que de la jurisprudence, il est demandé au conseil municipal d'approuver le versement des avances sur subventions suivantes au profit des associations signataires des conventions sur le budget 2025 :

- F.C.L. XIII : 50 000 €
- M.J.C. : 30 000 €
- Prom'Aude : 10 000 €

Ces avances seront prélevées sur l'article 65748 du budget principal 2025, et déduite du montant définitif de ces subventions qui seront validées à l'occasion du vote du BP 2025.

Il convient d'en délibérer

DOSSIER N° 15

CONSEIL MUNICIPAL DU 04 AVRIL 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GERARD FORCADA

OBJET : AVANCE SUR SUBVENTION – CINEM AUDE

Vu l'article L1612-1 du Code Général des collectivités territoriales

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000-321 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

L'Association Cinem'Aude a sollicité la commune afin d'obtenir une avance sur la subvention annuelle

CINEM'AUDE : 5000€

Il est proposé au Conseil municipal :

- D'accepter le versement d'un acompte de subvention à l'association Ciném'Aude
- De fixer cet acompte à 5000€
- D'autoriser monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à ce dossier et à en assurer l'exécution

Cette avance sera prélevée sur l'article 65748 du budget principal 2025, et déduite du montant définitif de la subvention qui sera validée à l'occasion du vote du BP 2025.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 16

CONSEIL MUNICIPAL DU 4 AVRIL 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : TAUX D'IMPOSITION 2025 – ANNEXE

Vu l'article 1609 nonies C du Code Générale des Impôts ;

Vu l'article 1636 B sexies du Code Générale des Impôts ;

Vu l'état 1259 COM transmis par la Direction Générale des Finances Publiques notifiant les bases fiscales prévisionnelles des taux d'imposition de 2025 concernant les taxes foncières communiquées ;

Selon le Code général des impôts, l'assemblée délibérante doit voter des taux de fiscalité lors de chaque exercice comptable.

La Direction Générale des Finances Publiques notifie les bases fiscales prévisionnelles (état fiscal 1259 COM).

Compte tenu de la réforme fiscale, art. 16 de la loi de finance 2020 (fusion des parts communale et départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) en compensation de la perte de la taxe d'habitation) ; du fait que la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales est arrivée à son terme en 2023 ;

Compte tenu du fait qu'à la suite de l'achèvement de cette réforme et qu'à compter de l'exercice 2023, les collectivités sont tenues de voter à nouveau le taux de la Taxe d'Habitation sur les résidences secondaires (THrs) ;

Il est proposé au Conseil municipal de confirmer le maintien des taux d'imposition qui étaient applicables en 2024 durant l'année 2025, d'intégrer le taux de THrs et de voter, à l'identique, les taux d'imposition suivants pour l'exercice 2025 :

TFB : 61,19 %

TFNB : 93,97 %

THrs : 13,89 %

Le produit prévisionnel attendu des impôts locaux serait de 8 755 513 € après application du coefficient correcteur, soit :

Base TFB : 8 359 778

Base TFNB : 195 927

Base THrs : 199 808 €

Il est ainsi demandé au Conseil municipal d'approuver les taux d'imposition applicables en 2025 qui s'établissent à :

TFB : 61,19 %

TFNB : 93,97 %

THrs : 13,89 %

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 17

CONSEIL MUNICIPAL DU 4 AVRIL 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2025 – ANNEXE

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
Vu l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu l'article L. 5217-10-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du Rapport d'orientation budgétaire ;
Vu l'adoption du référentiel M57 par le Conseil municipal ;
Vu l'article 17 du règlement intérieur du Conseil municipal de Lézignan-Corbières ;
Vu le Rapport d'orientation budgétaire annexé à la présente ;

L'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le Maire présente au Conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, sur les engagements pluriannuels envisagés, ainsi que sur la structure de la dette. Néanmoins, pour les collectivités ayant adopté le référentiel M57, la présentation des orientations budgétaires intervient dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget.

Ce rapport doit donner lieu à débat au sein du Conseil municipal. L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe) est venu modifier les articles du Code Général des Collectivités Locales relatifs au débat d'orientation budgétaire (DOB). Il est ainsi précisé que l'assemblée délibérante doit désormais prendre acte de la tenue du DOB et de l'existence du rapport sur la base duquel se tient le DOB par une délibération qui doit faire l'objet d'un vote.

Il est donc demandé au Conseil Municipal de :

- 1/ Prendre acte de la tenue du Débat d'orientation budgétaire 2025
- 2/ Voter le Rapport d'orientation budgétaire présenté en annexe de la présente
- 3/ Charger Monsieur le Maire de transmettre ce document à M. le Président de la Communauté de Communes de la Région Lézignanaise, Corbières et Minervois.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 18

CONSEIL MUNICIPAL DU 4 AVRIL 2025

THÈME : VŒUX ET MOTIONS

RAPPORTEUR : RÉMI PÉNAVAIRE

OBJET : MOTION PROPOSÉE PAR LES GROUPES « EXPERIENCE ET PROGRÈS » ET « LÉZIGNANAIS DE CŒUR »

Considérant que les collectivités territoriales ne sont en rien responsables du déficit public,
Entre 2019 et 2023, celles-ci ont dégagé un solde cumulé positif de + 1,9 milliards d'euros alors que l'État dégageait pour sa part un solde négatif cumulé de – 690,7 milliards d'euros.

Considérant que les services publics, qui bénéficient à toutes et tous, produisent plus de 20 % des richesses de ce pays (plus de 20 % du PIB) et en tant que premier investisseur public en France, représentant plus de deux tiers de l'investissement public national,

Considérant la loi de Finances 2025 qui prévoit de ponctionner, selon le dernier avis du Comité des Finances Locales, plus de 7 milliards d'euros sur les recettes locales ; cette ponction s'ajoutant à la forte hausse des cotisations des employeurs territoriaux décidée par le gouvernement et le Parlement.

Considérant que ces ponctions représentent une offensive, dont la nature est sans précédent contre leur autonomie financière et leur capacité à remplir leurs missions de Service public.

Considérant que le cadre législatif actuel ne permet pas aux collectivités territoriales de disposer de la visibilité budgétaire nécessaire pour planifier leurs investissements à moyen et long terme, ni de compenser les pertes de ressources imposées unilatéralement par l'État, précisément l'ensemble des réductions budgétaires prévues et notamment :

- le prélèvement d'un milliard sur le DIsspositif de LIssage CONjoncturel (DILICO),
- les 2 milliards d'euros prélevés sur les dotations, dont près de 900 millions d'euros directement auprès des seuls départements,
- la réduction du Fonds vert de 1,35 milliard d'euros,
- la réduction de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) de 150 millions d'euros, ce qui annihile la hausse prévue de 150 millions d'euros de la DGF,
- les 1,2 milliard d'euros de réduction de recettes, réalisés via le gel de la fraction de TVA à son niveau 2024, ce qui contrevient à l'engagement du Président de la République de compenser les recettes des impôts locaux supprimés ou renationalisés,
- les 130 millions d'euros prélevés sur les Agences de l'eau, accompagnant le report d'un an du financement du plan eau, qui vont continuer d'affaiblir cette politique publique,
- les 1,4 milliard d'euros annuels prélevés sur les employeurs territoriaux pour alimenter la CNRACL qui est déficitaire, alors que cette caisse a versé 100 milliards d'euros depuis 50 ans à d'autres régimes, et continue de le faire malgré ce déficit,

Le Conseil municipal :

- s'oppose aux restrictions et ponctions budgétaires qui dégradent injustement les finances publiques locales et risque d'engendrer la fermeture de services publics essentiels à la population.
- demande que la Dotation Globale de Fonctionnement soit indexée sur l'inflation et que la contractualisation, si elle est jugée nécessaire, s'opère sur la base d'une relation équitable, équilibrée et concertée entre l'État et les collectivités.
- demande au gouvernement de renforcer le lien entre la fiscalité et le développement des territoires. A ce titre, il est urgent de disposer d'une fiscalité locale, lisible, dynamique, durable, en phase avec la réalité économique, démographique et géographique des territoires.
- demande au gouvernement de revenir sur les mesures de la loi de finances pour 2025 par le vote d'une loi de finances rectificative

TENEUR DES DISCUSSIONS

Monsieur le Maire ouvre la séance à 18h00

M. FORCADA : Bonsoir à tous et à toutes. Nous allons procéder à l'appel, le secrétaire de séance étant Guy VIVES.

FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance

M. Guy VIVES est désigné comme secrétaire de séance.

M. Guy VIVES procède à l'appel des présents.

M. FORCADA : Le quorum est atteint. Je déclare la séance ouverte. Je rappelle, dans les différentes délibérations que nous aurons, s'il y a des personnes qui sont concernées par le sujet, qu'ils devront bien sûr quitter la salle, comme d'habitude.

1 – Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal

M. FORCADA : Puisque nous n'avons pas le compte rendu du précédent Conseil municipal, on passe directement aux décisions du Maire.

La première, c'est la mise à disposition des routes, pistes et parcelles communales au bénéfice de l'école d'application de sécurité civile de VALABRE, du 31 mars au 4 avril, sur les sapeurs-pompiers, marins-pompiers et militaires de la Sécurité Civile.

Deuxième décision, attribution du marché relatif à l'étude de faisabilité pour le Pôle d'Échange Multimodal de Lézignan-Corbières, à l'entreprise SAS EVO PODS située 60 avenue de Castelnau à Montpellier. Cette entreprise ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour un montant de 24 450,00 euros HT. Le marché a une durée de 8 mois. Il y aura d'autres prestations certainement pour ce dossier, puisque Madame Carole DELGA, je vous rappelle, nous avait donné l'accord sur un montant global de 48 000 €.

Troisième décision, c'est la convention de prestations de services entre la commune et la société "Le Scribe Audio" pour la transcription des séances du Conseil municipal et des commissions nécessaires au fonctionnement de l'administration communale. Le tarif horaire est de 111,00 euros HT soit 1,85 euros HT la minute d'enregistrement et la commune est facturée à la séance.

Je vous demande d'en prendre acte.

Vous avez le micro qui arrive.

M. DENARD : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir messieurs, bonsoir mesdames, chers collègues.

Je souhaite intervenir sur ces décisions, notamment à propos de l'attribution du marché relatif à l'étude de faisabilité du Pôle d'échange multimodal. D'abord, je voudrais faire un premier point. Je constate qu'avec cette insertion, nous constatons qu'enfin une décision relative à l'attribution de marchés figure bien au compte rendu du conseil municipal. Nous aurions dû disposer de la même information pour les autres marchés passés, comme ceux du cours de la République et de l'immeuble Perucho.

Et puis, contrairement à ce qu'a dit Monsieur le Directeur général des services, Monsieur IFCIC, à propos de cette décision dans le journal L'Indépendant du 21 mars dernier, et je vous cite : « il n'y a plus besoin dès lors de rendre compte a posteriori ». Je pense qu'il est plus prudent de se référer à l'article L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales qui précise : « le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal ». Le verbe « doit » est une obligation, ce n'est pas une possibilité.

Second point, nous aimerions avoir un éclairage sur ce que vous envisagez pour ce Pôle d'échange multimodal. On se plaint régulièrement de ne pas avoir d'informations, alors j'en profite pour le demander. Que ce soient des éclairages sur la localisation d'abord, sur les services qui seront proposés, le financement et également les subventions. Voilà, je vous pose cette question.

M. FORCADA : Alors, dans ma boule de cristal, je vais vous dire que ça fait déjà trois ans que ce projet est en cours... qui n'est pas directement de la compétence de la commune, puisque c'est non pas de l'interco, puisque l'interco n'a pas accepté d'avoir cette délégation, mais c'est de la responsabilité et donc pouvoir de la Région.

L'instruction qui a été réalisée par la Région, puisque c'est son domaine de prédilection, a abouti, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, à la signature par Madame DELGA de l'acceptation de ce Pôle d'échange multimodal dont le projet va faire l'objet d'une étude, bien entendu par ses services et donc la société en question qui a été choisie pour pouvoir déterminer l'emplacement.

Donc, je vous le livre de toute façon, pour moi l'emplacement, et je l'ai déjà dit, puisque j'ai pris des contacts avec la SNCF il y a déjà trois ans, ça devrait être – je le dis au conditionnel – le parking qui jouxte l'ancien dépôt des Pinardiers. Il y a 8 000 m² dans le prolongement de la gare. Donc, ce devrait être là, puisque pour l'échange multimodal, quoi de mieux comme exposition quand on a le rail et la route qui sont à proximité ? L'aérodrome est un peu loin, donc on ne le fera pas venir.

Aujourd'hui, moi j'attends de cette étude qu'elle soit conforme au cahier des charges de la Région et bien sûr dans un but d'alléger nos voies de communication et d'avoir le plus d'activités ferroviaires. Je rappelle que l'an dernier, il y a à peu près 130 000 passagers qui arrivent à Lézignan et qui en partent. L'importance est encore plus de développer la partie ferroviaire, mais aussi la partie routière avec les bus. Donc aujourd'hui – et on en parlera tout à l'heure, d'ailleurs – on a aussi des parkings qui seront des parkings relais qui pourront être sur la périphérie de la ville.

Mais je ne peux pas vous donner plus de détails tant que l'étude n'est pas faite pour nous apporter l'expertise et l'expertise de la Région, bien entendu, et de nos partenaires. Mais vous serez au courant. Au bout de trois ans, on est arrivé quand même à obtenir quelque chose, même si le Pôle d'échange multimodal n'est pas de la compétence d'une mairie.

M. DENARD : J'ai bien compris. De toute façon, c'est une très bonne chose quand on constate que la gare de Lézignan est excentrée par rapport au centre-ville. Je pense qu'il est tout à fait convenable de mettre à disposition divers moyens de mobilité pour pouvoir circuler dans la ville.

M. FORCADA : C'est vers cette orientation-là que je souhaite qu'on se dirige et on verra bien au fur et à mesure des travaux qui seront réalisés pour cette étude. J'espère en tout cas qu'on pourra aboutir à quelque chose de bien structuré pour alléger nos voies de communication, mais aussi de favoriser le transport collectif. Pour le reste, si vous voulez une réponse plus détaillée, Monsieur IFCIC sera à votre disposition. Je vais lui donner la parole et il va vous répondre de suite. Je suspends la séance pour la lui donner.

La séance est suspendue.

M. IFCIC : Alors, je ne vais pas m'amuser à faire une querelle de sémantique de droit, mais je vais quand même vous remettre le texte dans le contexte où il doit s'appliquer et pas dans l'interprétation abusive que vous venez de lui en donner...

M. DENARD : ...Non, mais moi je lis le texte 2122-22 du Code général des collectivités territoriales qui précise que le Maire doit faire des décisions qui lui sont attribuées par le Conseil municipal lors du premier Conseil municipal. Ensuite, le deuxième, c'est celui que j'ai lu.

M. IFCIC : Alors, je dis donc bien, je suis désolé, messieurs-dames, d'être obligé de faire ce genre de démonstration parce que ce n'est pas très fair-play de me mettre en cause dans une séance publique.

M. DENARD : Vous l'avez fait de manière publique dans le journal, Monsieur IFCIC. Alors, je me permets de répondre.

M. IFCIC : J'ai répondu à une question technique qui a été transposée alors que ce n'était pas mon souhait...

M. DENARD : ...Vous avez mal répondu.

...**M. IFCIC** : Ce n'est pas vrai. L'article L. 2122-22, ce sont effectivement les délégations que le Conseil municipal attribue au Maire au nombre de jusqu'à 27 critères différents...

M. DENARD : ...C'est même 29, je crois.

M. IFCIC : ...Dans ces dispositions, à ma connaissance 27 ici, mais peut-être qu'il y a une extension que je n'ai pas encore été étudier avec la sagacité nécessaire. Ce qui est sûr c'est qu'au titre de l'article L. 2122-22, il a toujours été rendu compte de ce que le Maire avait mis en œuvre au titre des délégations que l'Assemblée lui a données. Donc je m'inscris en faux contre ce que vous venez de dire. Deuxième chose...

M. DENARD : ...Il va falloir rectifier le Code général des collectivités territoriales...

M. IFCIC : ...Monsieur DENARD, s'il vous plaît.

M. DENARD : ...Oui, mais vous êtes directeur général, vous êtes un administratif. Moi, je suis un élu, j'ai le droit de critiquer ce que vous dites.

M. IFCIC : Tout à fait, Monsieur, mais vous me laissez m'expliquer jusqu'à la fin. Il est des assemblées où on n'interrompt pas la personne qui intervient.

En pratique, ce que vous dites est vrai pour l'application du 2122-22 ; et le 2122-23 est bien relatif au 2122-22. C'est tout à fait vrai. Mais simplement, on a une divergence d'interprétation sur l'acte qui a permis à Monsieur le Maire de signer les marchés. Il y a une divergence là-dessus. Le Maire a reçu une délégation générale dans le cadre des dossiers spécifiés, ça n'a rien à voir avec le 2122-22.

Et alors, quand la délibération a permis à Monsieur le Maire, comme il le permet à des centaines de maires en France, d'avoir délégation pour mettre en œuvre, signer toutes pièces relatives au dossier et mettre en œuvre celles-ci, il n'y a donc plus d'obligation réglementaire de rendre compte par la suite à l'assemblée. Et c'est là-dessus que nous avons une divergence d'interprétation et c'est pour ça que je me permets de répondre ce que j'ai répondu. C'est dans ce cadre-là. Sur l'application du 2122, mais bien évidemment que vous avez raison. Mais en l'occurrence, sur les affaires en question, les éléments pour lesquels vous avez demandé des informations qu'on vous a transmises par écrit, on était sur l'application de mesures de portée plus générale des délibérations initiant les opérations.

Maintenant, comme je l'ai redit, quand je fais une erreur, je sais le reconnaître, puisque vous venez d'avoir droit à deux magnifiques ratés de ma part. Et c'est là où je remercie mes équipes d'être présentes autour de moi parce qu'en l'occurrence, un seul être vous manque et tout est dépeuplé. En ce moment, on traverse une difficulté technique, puisque malheureusement mes deux assistantes sont au tapis et donc effectivement, j'ai dû envoyer dans des conditions un peu plus scabreuses que d'habitude les éléments que je vous ai transmis pour ce conseil. Et je vous remercie, Monsieur DENARD, d'avoir pris la peine de m'alerter sur l'absence d'une des annexes que je n'avais pas vue, très clairement. Vous avez attiré mon attention et bien évidemment, j'ai exécuté cette demande, et c'était normal.

Et par contre, pour le prochain conseil, effectivement là aussi je suis désolé, mais en manipulant les fichiers, comme je vous l'ai écrit, je me suis planté parce qu'en fait j'ai pensé prendre des fichiers qui étaient sur le serveur alors qu'en réalité, j'ai pris les fichiers de la version précédente qui étaient stockés sur mon disque dur. S'il faut entrer dans le détail, c'est comme ça.

Mais je redis, dans le cadre du 2122, je ne peux que vous donner raison et votre lecture est tout à fait exacte, tout à fait conforme exactement à ce qui est écrit dans la lettre et dans l'esprit. Et ensuite, pour l'autre partie, on est sur un autre volet, un autre volant. Et là, l'obligation de rapporter à la séance par le maire n'est plus requise. Mais il n'y a aucun problème. Chaque fois qu'on utilise ou qu'on utilisera le L.2122, en l'occurrence c'est le cas sur cette procédure, bien évidemment qu'on rendra compte.

Enfin, je pense que d'un, ce ne serait pas utile de s'exonérer de cette obligation réglementaire, je n'en vois ni l'intérêt ni l'objectif. Et ensuite, nous sommes là, dans toute la mesure du possible pour veiller à ce que les décisions administratives soient, au moins dans la forme – le fond ne m'appartient pas – conformes à la réglementation. Mais j'ai pris en compte ce que vous venez de dire et il n'y a aucun souci.

La séance reprend.

M. FORCADA : Merci pour la réponse. Alors, je note l'arrivée de Christine BENET. Et je donne la parole à Monsieur COMBES pour le dossier numéro 2.

RESSOURCES HUMAINES

2 – Convention avec le CNFPT relative à la période de préparation au reclassement des fonctionnaires – Annexe

M. COMBES : Bonsoir, Mesdames et Messieurs. Alors, il s'agit d'un dossier de ressources humaines, une convention avec le CNFPT relative à la période de préparation au reclassement des fonctionnaires. Vu les différents codes, lois et décrets,

Vu le projet de convention de la période de préparation au reclassement annexé ;

Considérant l'acceptation d'un agent, sur la période de préparation au reclassement ;

En complément de la procédure de reclassement prévue par le décret n° 85-1054 du 30 septembre 1985, le fonctionnaire a droit à une période de préparation au reclassement (PPR).

Cette période est prévue par l'article L. 826-2 al. 1 du Code général de la fonction publique qui dispose : *« Le fonctionnaire reconnu inapte à l'exercice de ses fonctions a droit à une période de préparation au reclassement, avec maintien du traitement, pendant une durée maximale d'un an. Cette période est assimilée à une période de service effectif. »*

La PPR a pour objet :

- De préparer et, le cas échéant, de qualifier son bénéficiaire pour l'occupation de nouveaux emplois compatibles avec son état de santé, s'il y a lieu, en dehors de sa collectivité ou son établissement public d'affectation.
- Elle vise à accompagner la transition professionnelle du fonctionnaire vers le reclassement.

Cette période peut être effectuée dans la collectivité d'affectation, ou en dehors de celle-ci.

La PPR peut comporter – dans l'administration d'affectation de l'agent ou dans toute administration ou établissement public mentionné au Code général de la fonction publique susvisé – des périodes de formation, d'observation et de mise en situation sur un ou plusieurs postes.

La PPR repose sur l'établissement par convention d'un projet qui définit :

- Le contenu même de la préparation au reclassement
- Les modalités de mise en œuvre de la période de préparation au reclassement
- La durée au-delà de laquelle l'intéressé présente sa demande de reclassement

Le projet de convention est élaboré et signé par :

- L'autorité territoriale
- Le Président du CNFPT (catégorie A+) ou du Centre de gestion de la fonction publique territoriale (catégorie A, B ou C)
- L'agent

Si l'agent effectue une période de préparation au reclassement en dehors de sa collectivité d'origine, la collectivité ou l'établissement d'accueil sont associés à cette convention. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

- 1) D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces relatives au projet de mise en place d'une période de préparation au reclassement dont la convention et les avenants
- 2) D'inscrire au budget 2025, les dépenses prévues par la convention et ses éventuels avenants.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Merci. Des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

FINANCES

3 – Compte de gestion 2024 Budget principal – Annexe

M. FORCADA : Dossier numéro trois, délibération portant vote du compte de gestion 2024 Budget principal.

Le conseil municipal doit voter, au préalable du compte administratif budget principal 2024, le compte de gestion 2024 dressé par le Trésorier.

Après s'être fait présenter le budget primitif, les décisions modificatives et les virements de crédits de l'année 2024, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le trésorier, accompagné de l'état de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir constaté la concordance avec le compte administratif de l'exercice 2024 ;

Après s'être assuré que le Comptable a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2024, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

- 1) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2024, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- 2) Statuant sur l'exécution du budget principal de l'année 2024 en ce qui concerne les différentes sections du budget ;
- 3) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Il est proposé au conseil municipal de prendre acte et de voter que le compte de gestion du budget Principal dressé pour l'exercice 2024 par le Comptable (Service de Gestion Comptable de Narbonne), qui sera visé par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

M. DENARD : Pour ce compte de gestion, vous nous dites que vous vous êtes assuré de la concordance avec le compte administratif. Nous, nous constatons deux anomalies entre le compte de gestion et le compte administratif. Les prévisions budgétaires, reprises au compte de gestion et apparaissant dans le compte administratif 2024, ne tiennent pas compte des décisions modificatives budgétaires numéro deux et numéro trois votées par le Conseil municipal respectivement en séance du 22 octobre 2024 et 20 janvier 2025. Pourtant, Monsieur le Maire, vous l'avez dit d'ailleurs, vous êtes tenu par la loi d'appliquer strictement les délibérations qui sont prises en Conseil municipal. Pourquoi ces deux délibérations, portant décisions modificatives financières, n'ont-elles pas été appliquées dans le compte de gestion et le compte administratif ?

Il y a aussi une différence – ça, c'est la deuxième anomalie – sur l'exécution des comptes entre le compte de gestion et le compte administratif. Page 20 du compte de gestion, le chapitre 041, on reprendra le même après, fait ressortir une recette à 0 €. Page 11 du compte administratif, le même chapitre 041 fait ressortir une recette de 2 100 030,80 €. Pourquoi cette différence ?

Compte tenu de ces anomalies et discordances avérées qu'on vient d'énumérer, nous voterons contre le compte de gestion 2024.

M. FORCADA : Je vous en remercie, puisque vous critiquez la gestion de l'administration et non pas la nôtre ici.

M. DENARD : Monsieur le Maire, vous êtes le responsable, vous êtes l'ordonnateur et c'est vous qui ordonnez les comptes et vous donnez les mandats au percepteur. Donc, ne dites pas que c'est l'administration.

M. FORCADA : Bien sûr.

M. DENARD : Je ne veux pas encore une fois impliquer Monsieur IFCIC et son équipe. Ils font leur travail...

M. FORCADA : Je ne vous ai pas dit que c'était Monsieur IFCIC ni notre administration, je vous dis que c'est le comptable public. Vous ne savez pas qui c'est, le comptable public ? C'est notre trésorier. C'est lui qui contrôle les comptes.

M. DENARD : Mais celui qui donne, c'est vous.

M. FORCADA : C'est celui qui contrôle les comptes. S'il m'avait dit que le compte était faux...

M. DENARD : Oui, il contrôle ce que vous lui donnez, Monsieur.

M. FORCADA : ... il aurait fallu que je fasse la modification. Faut-il qu'il me le dise que le compte n'est pas régulier. Du coup, j'arrête là. On a fait l'échange et je passe au vote. Point. Arrêtez, ça suffit.

M. DENARD : Vous me parlez autrement, Monsieur le Maire.

M. FORCADA : Oui. Et vous, vous me laissez parler et vous laissez parler aussi quand on vous...

M. DENARD : Moi, je suis respectueux envers votre personne, vous faites de même.

M. FORCADA : C'est tout, apprenez à contrôler vos propos.

M. DENARD : Vous n'êtes pas content, je le conçois. Mais c'est comme ça.

M. FORCADA : Contrôlez vos propos et laissez parler celui à qui vous vous adressez.

M. DENARD : Non, mais je laisse parler.

M. FORCADA : Vous avez interrompu tout à l'heure Monsieur IFCIC, vous m'interrompez également. Sinon, je vais vous retirer la parole complètement. Je passe au vote. Je demande qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, merci. Madame BENET pour la suite.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à la majorité**

4 – Compte administratif 2024 Budget principal – Annexe

Mme BENET : Bonsoir à toutes, bonsoir à tous. Compte administratif 2024, Budget principal. Conformément aux articles L. 1612-12 à 1612-14 et L. 2121-31 du CGCT, le Conseil municipal doit voter le Compte administratif Budget principal 2024 présenté par le Maire avant le 30 juin 2025.

Conformément à l'article L. 2121-14 du CGCT, dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le Conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut assister à la discussion mais doit se retirer de la salle au moment du vote.

Il est présenté au conseil municipal des résultats du compte administratif 2024, Budget principal, selon les données exposées ci-dessous :

En section d'investissement, si on fait le cumul au niveau des dépenses, des résultats reportés, de l'opération de l'exercice et du reste à réaliser, on a un déficit de 6 401 929,05 €.

Au niveau des recettes, si on fait le cumul de l'opération de l'exercice et du reste à réaliser, on a un résultat de 5 818 121,95 €.

En section de fonctionnement, donc en dépenses, nous avons 14 016 900,78 €.

En recettes, donc avec le cumul des résultats reportés et de l'opération de l'exercice, nous avons un résultat de 19 334 446,10 €.

Pour l'ensemble, le résultat définitif. Au niveau de l'investissement, nous avons un déficit de 583 807,10 €. Et en fonctionnement, un excédent de 5 317 545,32 €. Ce qui fait en totalité une recette de 4 733 738,22 €.

M. FORCADA : Madame BENET devient présidente de la séance.

Mme BENET : Merci, Monsieur le Maire. Monsieur DENARD.

M. DENARD : Je peux parler ?

Mme BENET : Oui, allez-y.

M. DENARD : Merci de me donner la parole. Je parle donc à Monsieur le Maire, puisqu'il n'est pas là, mais c'est pareil, vous lui direz.

Monsieur le Maire, vous êtes tenu par la loi de tenir la comptabilité des engagements en dépenses et en recettes. Cette comptabilité d'engagement justifie l'état des restes à réaliser en dépenses et en recettes. L'état des restes à réaliser, qui comprend les engagements financiers pris par la commune, par exemple l'engagement financier d'un marché public, permet de déterminer le résultat comptable. Cet état est joint obligatoirement à l'appui du compte administratif. Donc, nous l'avons reçu, Monsieur IFCIC a eu la gentillesse de me transmettre les documents, je l'en remercie.

Mais, Monsieur le Maire, nous avons la preuve que vous avez fait sciemment disparaître un total de plus de 1,5 million d'euros d'engagements de dépenses financières en investissement. Monsieur le Maire, je dis bien plus de 1,5 million d'euros. 1,5 million d'euros d'engagements de dépenses oubliés sciemment, 1,5 million d'euros évaporés sciemment. C'est de la magie. Par cette manœuvre dilatoire à des fins bassement électoralistes, vous tentez d'embellir artificiellement le résultat comptable 2024 en masquant plus de 1,5 million d'euros d'engagements de dépenses. En réalité, Monsieur le Maire, le résultat comptable 2024 est complètement tronqué. Il est complètement faussé, complètement insincère.

Et ce n'est pas tout. Nous découvrons qu'en 2024, vous avez également encaissé en recettes 1 million d'euros d'emprunts par anticipation. Cette manœuvre particulièrement grossière qui, là aussi, n'a d'autre but que d'améliorer artificiellement le résultat comptable d'une recette supplémentaire de 1 million d'euros coûte particulièrement cher aux contribuables lézignanais. Contribuables lézignanais qui doivent ainsi payer les intérêts sur cet emprunt. Au mieux, on aurait pu au moins s'attendre à ce que cet emprunt puisse servir à payer rapidement les entreprises qui ont travaillé notamment sur le cours de la République. Mais il n'en est rien, Monsieur le Maire, vous avez payé des entreprises avec des retards de paiement particulièrement conséquents.

En conclusion, veille d'élections sans état d'âme et au mépris de la loi, vous masquez la réalité des comptes de notre ville. Mauvaise gestion que vous qualifiez vous-même de gestion au doigt mouillé. Et votre inaction, vos attermoissements dilapident les impôts payés par les lézignanais. Le compte n'est pas bon. Le compte n'y est pas. Vos résultats sont complètement insincères. Cette situation est inacceptable. Par conséquent, nous voterons contre le compte administratif 2024.

Nous vous informons que nous allons immédiatement saisir les services préfectoraux ainsi que la direction des finances publiques, afin de les informer de cette situation particulièrement erratique en matière de gestion des deniers publics. Par suite, et si nécessaire, nous saisirons le tribunal administratif afin de faire annuler les délibérations portant sur le vote du compte administratif 2024 et l'affectation du résultat. Je vous remercie.

Mme BENET : Monsieur DENARD, s'il vous plaît, est-ce que vous pouvez m'éclairer sur ce 1 million, nous donner des détails ?

M. DENARD : Alors, la justification pour le cours de la République. Alors que vous avez engagé en 2024 les travaux de la phase deux, notifiés le 4 septembre 2024, page 110 du budget principal annexe, pour un total de 1 765 000 €. Nous ne retrouvons dans l'état des restes à réaliser, c'est-à-dire la première pièce des cinq que vous nous avez transmises par l'intermédiaire de Monsieur IFCIC, on ne retrouve que la somme de 1 051 000 €, soit une absence de 500 000 €. Si on tient compte des avances qui sont

habituellement versées, mais ça ne dépasse jamais 200 000 €, on remarque donc une absence de 500 000 €. Ça ferait 700, là ça fait 500.

Pour l'immeuble Perucho, alors là, c'est pire. Vous avez notifié le marché de travaux le 16 septembre 2024, l'état des restes à réaliser ne fait état d'aucun lot engagé. Il y en a 12, de mémoire. Il manque donc 464 000 € qui s'ajoutent aux 500 000 d'avant.

Les engagements reportés sur 2025, figurant dans un second état qui vous a été transmis, et d'ailleurs qu'on n'avait pas demandé, ne figurent pas dans l'état des restes à réaliser. Ils représentent la somme de 561 000 €. Vous faites le calcul : 500 000 € + 464 000 € + 561 000 €, ça fait bien plus que 1,5 million €.

J'espère que j'ai répondu à votre question.

Mme BENET : On prend acte, merci. Alors, Monsieur le Maire, Gérard FORCADA, s'étant retiré de la salle, il est demandé au conseil municipal :

1/ De donner acte de la présentation faite du compte administratif 2024 Budget principal.

2/ De constater la comptabilité principale, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

3/ De reconnaître la sincérité des restes à réaliser.

4/ De voter et arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Monsieur le Maire, vous pouvez revenir.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à la majorité**

5 – Affectation du résultat à la suite du vote du compte administratif 2024 sur le Budget principal

M. FORCADA : Dossier numéro cinq. L'affectation du résultat à la suite du vote du compte administratif 2024 sur le budget principal.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57, à la suite du vote du Compte administratif 2024, le Conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat en vue des reprises sur le Budget principal 2025.

Il est proposé au Conseil Municipal de procéder à l'affectation du résultat comme suit :

- l'affectation obligatoire à la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au budget prévisionnel pour 583 807,10 € ;
- le solde disponible affecté comme suit : l'affectation à l'excédent reporté de fonctionnement pour 4 733 738,22 €.

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte et de voter l'affectation du résultat selon les données exposées ci-dessus.

Des remarques ? Des questions ? On passe au vote. Qui est contre ? Merci. Qui s'abstient ? Merci. Adopté.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à la majorité**

6 – Compte de gestion 2024 Budget annexe Eau potable – Annexe

M. FORCADA : Six, délibération portant vote du compte de gestion Budget de l'eau potable, dont l'annexe est jointe.

Le Conseil municipal doit voter, au préalable du compte administratif budget Eau potable 2024, le compte de gestion 2024 dressé par le Trésorier.

Après s'être fait présenter le budget primitif, les décisions modificatives et les virements de crédits de l'année 2024, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des

mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le trésorier, accompagné de l'état de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir constaté la concordance avec le compte administratif de l'exercice 2024 ;

Après s'être assuré que le Comptable a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2024, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

- 1) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2024, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- 2) Statuant sur l'exécution du budget Eau potable de l'année 2024 en ce qui concerne les différentes sections du budget ;
- 3) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Il est proposé au conseil municipal de prendre acte et de voter que le compte de gestion du budget Eau potable dressé pour l'exercice 2024 par le Comptable (Service de Gestion Comptable de Narbonne), qui sera visé par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Il convient d'en délibérer. Pas de remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Merci. Qui s'abstient ? Adopté, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à la majorité**

7 – Compte administratif 2024 Budget annexe Eau potable – Annexe

M. FORCADA : Le compte administratif. Madame BENET.

Mme BENET : Compte administratif 2024 Budget annexe eau potable.

Conformément aux articles L. 1612-12 à L. 1612-14 et L. 2121-31 du CGCT, le Conseil municipal doit voter le Compte administratif Budget annexe Eau potable 2024 présenté par le Maire avant le 30 juin 2025.

Conformément à l'article L. 2121-14 du CGCT, dans les séances où le Compte administratif du Maire est débattu, le Conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le Maire peut assister à la discussion mais doit se retirer de la salle au moment du vote.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer sur les résultats du compte administratif 2024, budget annexe Eau potable selon les données exposées ci-dessous :

- Dans la section investissement, en résultats définitifs, nous avons un excédent de 75 716,84 €,
- En section de fonctionnement, nous avons un excédent de 874 413,65 €.

Donc dans l'ensemble, il y a donc un excédent de recettes de 950 130,49 €.

Des questions ?

Le Maire, M. FORCADA, s'étant retiré de la salle.

Il est demandé au Conseil municipal de :

- 1) Donner acte de la présentation faite du compte administratif 2024 Budget annexe Eau potable.
- 2) De constater la Comptabilité principale, les identités de valeurs avec les indications du Compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.
- 3) Reconnaître la sincérité des restes à réaliser.
- 4) Voter et arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Il en convient d'en délibérer.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté. Monsieur le Maire, vous pouvez revenir.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à la majorité**

8 – Affectation du résultat à la suite du vote du compte administratif 2024 sur le Budget annexe Eau potable

M. FORCADA : Dossier huit, c'est la suite : affectation du résultat à la suite du vote du compte administratif sur le budget eau potable.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M49, à la suite du vote du Compte administratif 2024, le Conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat en vue des reprises sur le Budget Eau Potable 2025.

Il est proposé au Conseil Municipal de procéder à l'affectation du résultat comme suit : affectation à l'excédent reporté de fonctionnement : 874 413,65 €.

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte et de voter l'affectation de ce résultat.

Des remarques ?

On passe au vote. Qui est contre ? Merci. Qui s'abstient ? Merci. Adopté.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à la majorité**

9 – Compte de gestion 2024 Budget annexe Assainissement – Annexe

M. FORCADA : Délibération numéro neuf : vote du compte de gestion Budget assainissement. Donc de voter comme tout à l'heure pour l'eau potable, les mêmes termes.

Après avoir constaté la concordance avec le compte administratif de l'exercice 2024 ;

Après s'être assuré que le Comptable a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2024, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

- 1) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2024, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- 2) Statuant sur l'exécution du budget principal de l'année 2024 en ce qui concerne les différentes sections du budget ;
- 3) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Il est proposé au Conseil municipal de prendre acte et de voter que le compte de gestion du budget Assainissement dressé pour l'exercice 2024 par le Comptable (Service de Gestion Comptable de Narbonne), qui sera visé par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Il convient d'en délibérer. Des remarques, des questions ?

On passe au vote. Qui est contre ? Merci. Qui s'abstient ? Adopté.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à la majorité**

10 – Compte administratif 2024 Budget annexe Assainissement – Annexe

M. FORCADA : Dossier numéro dix, Christine BENET.

Mme BENET : Compte administratif 2024 Budget annexe Assainissement.

Je vous fais grâce des « Vu ».

Conformément aux articles L. 1612-12 à L. 1612-14 et L. 2121-31 du CGCT, le Conseil municipal doit voter le Compte administratif Budget annexe Assainissement 2024 présenté par le Maire avant le 30 juin 2025.

Conformément à l'article L. 2121-14 du CGCT, dans les séances où le Compte administratif du Maire est débattu, le Conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut assister à la discussion mais doit se retirer de la salle au moment du vote.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de se prononcer sur les résultats du Compte administratif 2024, Budget annexe Assainissement selon les données exposées ci-dessous :

- Dans la section d'investissement, un excédent de 70 017,52 €,
- En fonctionnement, en recettes, un excédent de 327 908 €.

Ce qui fait un résultat définitif excédentaire de 397 925,52 €.

Des questions ?

Le Maire, M. FORCADA, s'étant retiré de la salle.

Il est demandé au Conseil municipal :

- 1) De donner acte de la présentation faite du Compte administratif 2024 Budget annexe Assainissement.
- 2) De constater la Comptabilité principale, les identités de valeurs avec les indications du Compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.
- 3) De reconnaître la sincérité des restes à réaliser.
- 4) De voter et arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Il convient d'en délibérer.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté. Monsieur le Maire, vous pouvez revenir.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à la majorité**

Monsieur le Maire, vous pouvez revenir.

11 – Affectation du résultat à la suite du vote du compte administratif 2024 sur le Budget annexe Assainissement

M. FORCADA : Dossier 11 : affectation du résultat à la suite du vote du compte administratif sur le budget assainissement 2024.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M49, à la suite du vote du Compte administratif 2024, le Conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat en vue des reprises sur le Budget Assainissement 2025.

Il est proposé au Conseil Municipal de procéder à l'affectation du résultat comme suit : affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002) pour un montant de 327 908 €.

S'il n'y a pas de questions, je passe au vote. Qui est contre ? Merci. Qui s'abstient ? Adopté. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à la majorité**

12 – Consolidation des comptes administratifs 2024 Budget principal et budgets annexes

M. FORCADA : Le dossier douze : la consolidation des comptes administratifs du Budget principal et budgets annexes.

Le Conseil municipal doit présenter la consolidation des comptes à la suite des votes des comptes administratifs 2024 Budget principal et Budgets annexes.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de se prononcer sur cette consolidation, selon les données exposées ci-dessous :

- Résultats définitifs des dépenses d'investissement ou déficits : 438 072,74
- Pour le fonctionnement, ce sont des recettes pour 6 519 866,97
- Et pour l'ensemble, un excédent de 6 084 794,23.

Il est demandé au Conseil municipal de :

- 1) Se prononcer sur cette consolidation.
- 2) Donner acte des présentations faites du Compte administratif 2024 Budget principal et Budgets annexes.
- 3) Reconnaître la sincérité des restes à réaliser.
- 4) Voter et arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

On passe au vote directement. Qui est contre ? Merci. Qui s'abstient ? Adopté.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à la majorité**

13 – Conventions pluriannuelles d'objectifs avec les associations

M. FORCADA : La parole est à Monsieur Guy VIVES. Dossier treize.

M. VIVES : Dossier numéro treize, convention pluriannuelle d'objectifs avec les associations. La loi du 12 avril 2000 a rendu obligatoire la signature d'une convention entre les personnes publiques et les associations qui bénéficient d'une subvention de fonctionnement dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 €.

Des conventions ont été signées en mars 2004 et ont été renouvelées par délibérations en date des 13 décembre 2006, 17 décembre 2010, 27 mars 2013, 16 décembre 2015, 1^{er} janvier 2019 et 11 janvier 2022 pour une durée de trois ans, entre la Commune et les associations suivantes :

- le FCL XIII
- la Maison des Jeunes et de la Culture
- Espace Gibert

Par ailleurs, l'association Prom'Aude bénéficie d'un soutien financier supérieur au seuil des 23 000€ qui justifie désormais la mise en œuvre d'une convention.

Il est proposé au Conseil municipal :

- De valider la mise en œuvre des conventions pluriannuelles d'objectifs sur les mêmes bases, pour une autre période de trois ans qui commencera à courir à compter du 1^{er} janvier 2025
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer lesdites conventions ainsi que tous documents relatifs à ce dossier et à prendre toutes mesures pour en assurer l'exécution.

M. FORCADA : Il convient d'en délibérer. Est-ce qu'il y a des questions ? Donc je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

14 – Acompte subventions aux associations 2025

M. FORCADA : Dossier quatorze, Guy VIVES.

M. VIVES : Avance sur subvention.

Le Conseil municipal a approuvé la signature des conventions pluriannuelles d'objectifs avec les associations les plus importantes de notre Ville, et ce en application de la loi du 12 Avril 2000.

Le Conseil municipal a été sollicité pour reconduire ce dispositif et a donné son accord.

Ces conventions prévoient, dans leur article 4, la possibilité de verser des avances avant le 31 mars de l'année et le vote du budget, et la possibilité de payer les subventions par acomptes.

En vertu de l'article L 1621-1 du CGCT et en application de ces conventions ainsi que de la jurisprudence, il est demandé au conseil municipal :

- d'approuver le versement des avances sur subventions suivantes au profit des associations signataires des conventions sur le budget 2025 :
 - F.C.L. XIII : 50 000 €
 - M.J.C. : 30 000 €
 - Promaude : 10 000 €

Ces avances seront prélevées sur l'article 65748 du budget principal 2025, et déduites du montant définitif de ces subventions qui seront validées à l'occasion du vote du BP 2025.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

15 – Acompte subvention Ciném'Aude

M. FORCADA : Guy VIVES, dossier quinze.

M. VIVES : Toujours avance sur subvention, Ciném'Aude.

Vu l'article L1612-1 du Code Général des collectivités territoriales

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000-321 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

L'Association Ciném'Aude a sollicité la commune afin d'obtenir une avance sur la subvention annuelle Ciném'Aude : 5000€

Il est proposé au Conseil municipal :

- D'accepter le versement d'un acompte de subvention à l'association Ciném'Aude
- De fixer cet acompte à 5000€
- D'autoriser monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à ce dossier et à en assurer l'exécution

Cette avance sera prélevée sur l'article 65748 du budget principal 2025, et déduite du montant définitif de la subvention qui sera validée à l'occasion du vote du BP 2025.

M. FORCADA : Des questions ? Compte tenu de la situation de Ciném'Aude que vous connaissez, bien sûr, nous avons obtenu préalablement l'accord du commissaire qui gère le plan de redressement. Donc je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

16 – Fixation des taux 2025 – Annexe

M. FORCADA : Le dossier numéro seize, concernant les taux d'imposition 2025.

Selon le Code général des impôts, l'assemblée délibérante doit voter des taux de fiscalité lors de chaque exercice comptable.

La Direction Générale des Finances Publiques notifie les bases fiscales prévisionnelles (état fiscal 1259 COM).

Compte tenu de la réforme fiscale, art. 16 de la loi de finance 2020 (fusion des parts communale et départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) en compensation de la perte de la taxe d'habitation) ; du fait que la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales est arrivée à son terme en 2023 ;

Compte tenu du fait qu'à la suite de l'achèvement de cette réforme et qu'à compter de l'exercice 2023, les collectivités sont tenues de voter à nouveau le taux de la Taxe d'Habitation sur les résidences secondaires (THrs) ;

Il est proposé au Conseil municipal de confirmer le maintien des taux d'imposition qui étaient applicables en 2024 durant l'année 2025, d'intégrer le taux de THrs et de voter, à l'identique, les taux d'imposition suivants pour l'exercice 2025 :

TFB : 61,19 %
TFNB : 93,97 %
THrs : 13,89 %

Le produit prévisionnel attendu des impôts locaux serait de 8 755 513 € après application du coefficient correcteur, soit :

Base TFB : 8 359 778
Base TFNB : 195 927
Base THrs : 199 808 €

Il est ainsi demandé au Conseil municipal d'approuver les taux d'imposition applicables en 2025 qui s'établissent à :

TFB : 61,19 %
TFNB : 93,97 %
THrs : 13,89 %

Ce sont des taux qui sont toujours inchangés.

Des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

17 – Débat d'orientation budgétaire 2025 – Annexe

M. FORCADA : Le débat d'orientation budgétaire, donc avec ses annexes.

L'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le Maire présente au Conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, sur les engagements pluriannuels envisagés, ainsi que sur la structure de la dette. Néanmoins, pour les collectivités ayant adopté le référentiel M57, la présentation des orientations budgétaires intervient dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget.

Ce rapport doit donner lieu à débat au sein du Conseil municipal.

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe) est venu modifier les articles du Code Général des Collectivités Locales relatifs au débat d'orientation budgétaire (DOB). Il est ainsi précisé que l'assemblée délibérante doit désormais prendre acte de la tenue du DOB et de l'existence du rapport sur la base duquel se tient le DOB par une délibération qui doit faire l'objet d'un vote.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'en prendre acte. Et ça, je vous le demanderai tout à l'heure.

Mme BENET : On fait circuler les documents à signer pour le compte administratif.

M. FORCADA : On ne va pas attendre que tout le monde ait signé. On va faire un petit rappel du contexte économique, financier et fiscal pour l'exercice 2024 dans le cadre général des relations État-collectivités et l'état des finances locales.

Ces dernières années, plusieurs réformes fiscales ont redéfini le cadre des relations financières entre l'État et les collectivités. L'exonération progressive de la taxe d'habitation, compensée par une fraction de TVA, et la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), remplacée également par une fraction de TVA, ont réduit l'autonomie fiscale des collectivités en augmentant leur dépendance aux dotations de l'État. Ce transfert de ressources génère des incertitudes pour les budgets locaux, notamment face à des variations économiques imprévisibles, tout en limitant leur marge de manœuvre pour répondre aux besoins spécifiques de leurs territoires.

Dans le cadre des efforts pour maîtriser les finances publiques, l'État avait instauré, entre 2014 et 2017, les contrats de Cahors, qui visaient à encadrer l'évolution des dépenses de fonctionnement des collectivités les plus importantes. La loi de programmation des finances publiques 2023-2027, bien qu'elle n'impose pas de contraintes juridiquement contraignantes, fixe néanmoins un objectif ambitieux : limiter la progression des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités à un maximum de +0,5 % par an en volume. De plus, le projet de loi de finances pour 2025 prévoit une réduction globale d'au moins 10 milliards d'euros sur les budgets du bloc communal, renforçant ainsi les pressions budgétaires déjà fortes qui pèsent sur les finances locales.

Ces orientations budgétaires visent à garantir la soutenabilité des finances publiques dans un contexte de déficit croissant, mais elles placent les collectivités face à des arbitrages particulièrement complexes. Elles doivent, d'une part, respecter les objectifs nationaux de maîtrise budgétaire et, d'autre part, répondre à des attentes locales toujours plus pressantes, notamment en matière de services publics de proximité et d'investissements dans des projets structurants. Ces tensions sont d'autant plus vives dans le cadre des enjeux liés à la transition écologique, qui nécessite des financements significatifs pour répondre aux défis climatiques et environnementaux tout en maintenant la cohésion sociale et territoriale.

L'analyse des finances locales met en évidence une importante hétérogénéité dans la situation des collectivités territoriales. Les régions et les départements figurent parmi les plus touchés par des difficultés financières, enregistrant des baisses significatives de leur capacité d'épargne. En revanche, le bloc communal a su améliorer son autofinancement, et ce, malgré un contexte économique tendu marqué par une inflation record en 2022 et 2023.

Les dépenses de fonctionnement ont progressé de 6,2 %, soit au-delà de l'inflation constatée sur la période (+ 4,9 %). Cette augmentation est principalement due à plusieurs facteurs, dont la revalorisation de la masse salariale, les hausses des coûts liés aux achats et l'accroissement des dépenses d'action sociale pour répondre aux besoins croissants de la population.

Du côté des recettes, une progression de 3,9 % a été enregistrée, soutenue par la forte revalorisation des bases fiscales (+ 7,1 %) en lien avec l'inflation. Cependant, cette dynamique a été amoindrie par une chute marquée des droits de mutation à titre onéreux (DMTO), en recul de 22,3 % en raison du ralentissement de l'activité immobilière. Le COVID est passé par là.

Cette évolution déséquilibrée entre les dépenses et les recettes a conduit à une diminution de l'épargne brute de 6,4 %. Les régions (- 5,0 %) et les départements (- 38,2 %) sont les plus concernés par cette baisse, alors que le bloc communal a réussi à afficher une progression de 5,4 %, permettant de limiter l'ampleur de ce recul global.

Malgré ces tensions, les investissements sont restés dynamiques, avec une hausse des dépenses d'investissement (hors dette) de 7,5 %, bien que cette augmentation soit en partie attribuable à l'inflation des coûts de réalisation.

Le recours à l'endettement a quant à lui été modéré. Les emprunts nouveaux ont diminué de 2,6 %, traduisant une certaine prudence des collectivités, tandis que l'encours de dette a légèrement progressé de 1,2 %. Pour répondre aux besoins de financement, certaines collectivités ont également choisi de prélever sur leur trésorerie disponible.

Ainsi, si le bloc communal fait preuve de résilience, les régions et les départements doivent faire face à des tensions financières accrues. La maîtrise des dépenses d'investissement et le recours limité à l'endettement témoignent d'une gestion prudente, mais dans un contexte économique toujours marqué par l'incertitude et l'inflation.

En 2024, les collectivités du bloc communal devraient enregistrer un repli de leur épargne brute de l'ordre de 4,4 %, après une année 2023 où celle-ci était encore en hausse. Cette évolution s'inscrit dans la continuité de l'effet de ciseau déjà observé en 2023, qui s'accentuerait cette année. Les recettes de fonctionnement connaîtraient une croissance de 3,1 %, tandis que les dépenses de fonctionnement augmenteraient plus rapidement, à hauteur de 4,8 %.

Malgré ce contexte financier tendu, les politiques d'investissement des collectivités ne seraient pas remises en cause. Une progression significative de 8,6 % des dépenses d'investissement est attendue, marquant une dynamique traditionnelle en fin de mandat. Pour financer ces investissements, un prélèvement sur le fonds de roulement devrait être observé, témoignant de l'utilisation des réserves financières disponibles.

Les collectivités devraient également avoir recours à un endettement accru pour soutenir cet effort d'investissement, avec une reprise à la hausse des emprunts. Toutefois, la progression de l'encours de dette resterait contenue, avec une augmentation limitée à 2,1 %.

Les contraintes économiques, budgétaires et financières de l'État et leurs incidences sur le monde local. L'État français évolue dans un contexte économique mondial marqué par une reprise modérée. La croissance mondiale, qui s'est établie à environ 3 % en moyenne annuelle en 2023, devrait se maintenir à un rythme similaire en 2024 et 2025 selon les projections du Trésor et des organisations internationales. Toutefois, la dynamique reste contrastée selon les régions. Dans la zone euro, la croissance au deuxième trimestre 2024 n'a été que de +0,2 %, traduisant des disparités importantes : l'Espagne a enregistré une croissance robuste (+2,4 % à mi-année), tandis que l'Allemagne stagne avec une croissance nulle sur la même période.

Au niveau national, après une croissance du PIB de +0,9 % en 2023, l'objectif du gouvernement fixé dans le projet de loi de finances (PLF) pour 2024 tablait sur une croissance de 1,4 %. Les dernières données situent l'exercice 2024 autour de +1,1 %, porté principalement par une contribution extérieure positive et une demande publique stable a contrario de la consommation des ménages qui reste atone, tandis que les investissements des entreprises continuent de reculer, une tendance amorcée depuis fin 2023.

Pour rappel, le PIB est un indicateur économique permettant de mesurer la production de richesse d'un pays. Il est calculé à partir de la valeur ajoutée des entreprises et des comptes des administrations.

Pour 2025, l'ensemble des prévisions convergent vers un retrait par rapport à 2024. Les dernières prévisions, celles de la Banque de France, tablent sur une croissance du PIB de 0,7 %.

En matière d'inflation, le PLF 2024 prévoyait une hausse des prix de 2,6 %. Les chiffres récents montrent une inflation moyenne à +2,3 %, expliquée par le recul des prix du pétrole et un ralentissement de la progression des prix alimentaires (+0,5 % en septembre 2024, contre +9,7 % un an plus tôt).

Pour 2025, le gouvernement table sur une inflation de 1,8 %, une estimation jugée légèrement élevée par le Haut Conseil des Finances Publiques, notamment comparée à celle de la Banque de France (+1,3 %).

Concernant les finances publiques, le PLF 2025 prévoit une augmentation des dépenses de l'État de +2,1 % en valeur (+0,4 % en volume), avec un recul de leur poids dans le PIB, passant de 56,8 % en 2024 à 56,3 %.

Les recettes devraient croître de 61 milliards d'euros (+4,9 %), notamment grâce à une hausse spontanée de la TVA estimée à +2,2 %. Le déficit public, qui a atteint -6,1 % du PIB en 2024, devrait se réduire à -5,0 % en 2025.

Quant au ratio de dette publique, après une diminution de 5 points entre 2020 et 2023 (établi à 110 % du PIB), il repart à la hausse en raison d'un déficit structurel important et d'une croissance nominale plus faible. La France devient ainsi le troisième pays le plus endetté de la zone euro, derrière l'Italie et la Grèce.

Les incidences sur les collectivités locales. Ce contexte économique et budgétaire aura des répercussions significatives sur le monde local, confronté à des contraintes croissantes. La baisse des investissements des entreprises et la stagnation de la consommation des ménages risquent de limiter les ressources fiscales locales, notamment celles liées à la TVA et aux droits de mutation, déjà sensibles à l'activité économique.

Enfin, les collectivités locales devront jongler avec ces contraintes tout en répondant aux enjeux stratégiques tels que la transition écologique, les infrastructures et les besoins sociaux, dans un

environnement où leur autonomie fiscale se réduit progressivement. Cela nécessite une anticipation rigoureuse et des arbitrages difficiles pour préserver leur résilience économique et territoriale.

Les dispositions de loi de finances 2025. Après la démission du gouvernement Barnier, intervenue le 5 décembre 2024 suite au vote de la motion de censure par le Parlement, un gouvernement Bayrou a été mis en place à partir du 13 décembre 2024.

Ce gouvernement a soumis un projet de loi de finances qui a suivi le parcours d'adoption normal d'une loi de finances. Toutefois, le texte issu de la commission mixte paritaire n'a pas été voté, mais adopté par la procédure prévue par l'article 49 alinéa 3 de la Constitution de 1958, qui permet l'adoption d'un texte par engagement de la responsabilité du gouvernement.

Le texte a été publié au Journal officiel le 15 février 2025 et est donc en vigueur. Ce texte réduit à 2,2 milliards d'euros la contribution au redressement du déficit public, contre 5 milliards prévus initialement dans le projet de loi de finances du gouvernement Barnier. En voici les principales dispositions :

- Augmentation de la DGF de 150 M€, répartie comme suit :
 - + 150 M€ pour la DSR
 - + 150 M€ pour la DSU
 - 140 M€ pour la DF et la DSIL
- Possibilité, pour les conseils départementaux, par dérogation à l'article 1594 D du CGI, de relever le taux de la taxe sur la publicité foncière ou du droit d'enregistrement au-delà du plafond actuel de 4,5 %, sans excéder 5 %.
- Maintien de l'éligibilité à la cotisation foncière des entreprises (CFE) après cessation d'activité, jusqu'à la remise en état du site.
- Baisse de l'indemnisation des fonctionnaires placés en congé de maladie. Ainsi, le fonctionnaire en congé de maladie perçoit, pendant trois mois, non plus l'intégralité de son traitement, mais 90 %.
- Gel de la compensation de TVA versée aux collectivités. La minoration du montant des recettes qui en résulte représenterait 1,2 milliard d'euros.
- Création d'un versement mobilité régional ponctionnant un montant correspondant à 0,5 % de la masse salariale des entreprises de plus de 11 salariés pour permettre le financement des trains régionaux.
- Création du « dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales » (DILICO) (concerne 2 099 collectivités pour un effort global de 1 Md€).

Dans l'équipement du territoire politique de la ville, vous voyez que nous avons une DETR qui était en 2024 à 1 046 000 €, pour 2025 pour l'instant on n'a pas le montant. La DSIL qui passe également à 570 000 € ; en 2025, on devrait avoir 420 000. Le DPV qui reste stable à 150 000. Et le Fonds vert qui était à 2,5 millions en 2024 se retrouverait en 2025 à 1 150 000. Pour les autorisations d'engagement et pour les crédits de paiement, vous avez vu également le tableau. On peut compter avoir des minoration de soutien.

Synthèse financière et fiscale du budget principal. Une amélioration du compte administratif par rapport à 2023. Le principal constat de ce tableau est la croissance du fonds de roulement sur la période. Il augmente de 2 217 k€ entre 2022 et 2024, soit une augmentation moyenne de 27 % par an. Fin 2024, il est de 5 803 k€ représentant plus de 10 mois de dépenses de personnel. Pourquoi le personnel ? Parce que ce sont bien sûr les dépenses obligatoires. Donc celles-là, on ne peut pas les réduire.

Le fonds de roulement de la commune correspond à sa trésorerie disponible au moment de la clôture de l'exercice.

- Le fonds de roulement se décompose entre :
 - o Le résultat de fonctionnement
 - o Le résultat d'investissement

Vous voyez sur le tableau que nous passons en 2022 sur un résultat sur un fonds de roulement de 3 586 000 ; en 2023 : 4 042 000 ; et en 2024 à 5 803 000.

L'évolution des dépenses de fonctionnement entre l'exercice 2022 et 2024. Les dépenses de fonctionnement augmentent en moyenne de 3,9 % par an. Une augmentation principalement portée par :

- Les charges à caractère général qui augmentent de 372 k€ sur la période, soit une augmentation moyenne de 5,4 % par an. Toutefois, on observe des variations sur la période :
 - o Entre 2022 et 2023, ce chapitre a fortement augmenté en raison de son exposition à l'inflation (+ 443 k€),

- Entre 2023 et 2024, il est en réduction (-70 k€) résultant notamment de la baisse des charges d'énergie (-242 k€).
- Les charges de personnel qui augmentent de 204 k€ sur la période soit une augmentation moyenne de 1,6 % par an. Toutefois, on observe des variations sur la période :
 - Entre 2022 et 2023, les charges ont baissé en raison d'une importante fluctuation du nombre d'agents,
 - Entre 2023 et 2024, les charges augmentent en raison de l'augmentation du nombre d'agents.
- Les autres charges de gestion courante qui augmentent de 167 k€ sur la période. Entre 2023 et 2024, la progression est de 123 k€. Elle résulte essentiellement de l'augmentation :
 - De la contribution au SDIS (+31 k€). Et à ce titre, pour vous donner des chiffres plus parlants, notre contribution au SDIS en 2022 était de 597 k€. En 2023, elle est passée à 621 k€. En 2024 à 652 k€. Et pour 2025, on est à 666 k€. Donc bien sûr, on peut comprendre l'utilité de contribuer à la sécurité publique dans ce domaine-là. Ce sont nos sauveteurs du quotidien.
 - Des indemnités des élus (+28 k€) dont la valeur du point d'indice,
 - Des autres contributions obligatoires (+23 k€) qui incluent l'augmentation de la participation communale à l'école Sainte-Thérèse afin de se mettre en conformité avec les obligations législatives. C'est vrai que la contribution était calculée de façon plutôt empirique.
- Les charges financières en 2024, comme en 2023, sont toujours supérieures aux charges financières observées en 2022. En raison notamment de l'évolution des taux pour les emprunts souscrits à taux variable (en 2024, les intérêts ont été de 368 k€ contre 381 k€ en 2023). Légère baisse.

La structure des dépenses réelles de fonctionnement se maintient sur la période :

- Des charges de personnel qui représentent 53 % des dépenses en 2024, soit un taux inférieur aux communes de la même strate (64 %).
- Des charges à caractère général qui représentent 32 % des dépenses en 2024.
- Les autres produits de gestion courante qui représentent 13,5 % des dépenses en 2024.

Les évolutions de 2022 à 2024. Les recettes de fonctionnement augmentent de 2 160 k€ entre 2022 et 2024, soit une augmentation moyenne de 8,6 % par an. L'ensemble des recettes de gestion courante sont en augmentation, les plus marquantes étant :

- Les impôts et taxes, qui augmentent de 545 k€ sur la période.
- Les dotations et participations, qui augmentent de 487 k€ sur la période.
- Les autres produits de gestion, qui augmentent de 290 k€ sur la période, dont 271 k€ entre 2023 et 2024, résultant du produit relatif à la facturation de permis de louer, de financement d'actions sur les écoles, de remboursements de taxes foncières ou d'habitation, de remboursements de sinistres d'assurance

On constate en 2024 un important produit exceptionnel de 1 059 k€ qui correspond à la vente de biens immobiliers tel que le site du futur laboratoire d'analyses médicales qui est situé à l'angle de la 113 et de la route Roubia. Derrière les Oliviers aussi, un particulier qui a souhaité développer son activité de paysagère. Et la vente bien sûr de l'immeuble des Aubépines qui devait arriver à échéance dans deux ans. Et donc le bailleur a souhaité négocier et c'est un montant de 800 k€ qui a été encaissé.

Sur la structure de recettes réelles de fonctionnement au global, les recettes de la Ville sont principalement constituées :

- Des impôts et taxes qui représentent 60 % des recettes réelles de fonctionnement en 2024 ;
- Des dotations et participations qui représentent 25 % des recettes en 2024.

Un point qui n'est pas neutre, l'évolution de la fiscalité. Vous avez un tableau qui est sur la page 11. Évolution de la fiscalité de 2022, 2023 et 2024. Les produits de fiscalité sont en progression sur l'ensemble de la période. Cette situation s'explique notamment par une forte progression de la revalorisation forfaitaire des bases s'établissant à 7,1 % pour l'année 2023 et 3,8 % pour l'année 2024, qui n'est pas de notre fait, bien entendu, puisque les bases ne nous appartiennent pas. C'est l'État qui en fait l'évaluation et l'évolution.

Par ailleurs, entre 2023 et 2024, l'évolution physique est la suivante :

- En augmentation pour la Taxe d'habitation (+4,7 %), résultant principalement de :
 - L'augmentation des bases de la Taxe d'Habitation sur les logements vacants (+49 %), provenant de logements vides depuis plus de 2 ans (critère pour apprécier la vacance d'un logement), notamment ceux n'ayant pas de permis de louer.
 - Les bases physiques de la Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires étant en baisse (-14,2 %).
- En légère augmentation pour la Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) (+0,1 %), liée également à de nouvelles constructions ;
- En réduction pour la Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) (-2,4 %),

Bien que nous ayons fait l'effort de ne pas augmenter les taux des taxes, l'État, lui, a augmenté l'ensemble des bases. Mais ça, ça ne se voit pas particulièrement si on ne regarde pas sur sa feuille d'imposition, la structure des taux et la stabilité de ces derniers pendant les dernières années. L'évolution de la dotation globale de fonctionnement sensible en ce moment.

Dans l'ensemble, la dotation globale de fonctionnement (DGF) de la commune augmente de 92 k€ sur la période. Cette augmentation résulte de l'augmentation importante de la dotation de solidarité urbaine, les deux autres dotations étant en baisse sur la période.

La dotation de solidarité urbaine augmente de 92 k€ en 2024 en raison de l'augmentation de l'enveloppe nationale. Lors du vote de la loi de finances pour 2024, l'enveloppe de DSU a été majorée d'un montant supplémentaire. Cette majoration permet donc de répartir des montants plus importants entre les communes.

La dotation forfaitaire se réduit en raison d'une réduction de la population de la Ville.

La réduction de la dotation nationale de péréquation résulte de l'augmentation plus rapide du potentiel financier par habitant de la Ville comparativement aux communes de la même strate.

L'épargne brute de la commune est en augmentation (+ 1 543 k€) sur l'ensemble de la période.

Pour rappel, l'épargne brute inclut les charges et produits exceptionnels.

L'épargne brute retraitée (hors dépenses et recettes exceptionnelles) nous permet de constater une augmentation globale sur la période, malgré une baisse entre 2022 et 2023. Cette baisse de l'épargne brute s'explique par une hausse plus rapide des dépenses de la Ville hors exceptionnel (3,3 %) que des recettes hors exceptionnel (3,1 %). Au contraire entre 2023 et 2024, les recettes (+10,5 %) s'accroissent plus rapidement que les dépenses (+3,6 %).

L'augmentation de l'épargne brute retraitée en 2024 entraîne une hausse du taux d'épargne brute. Avec un taux se situant à 14,8 %, la Ville a un taux proche des Villes de taille comparable, soit 14,5 %. Donc, on est quelque peu vertueux.

L'épargne nette correspond à l'épargne brute à laquelle on soustrait le remboursement du capital de l'emprunt sur l'exercice. Elle reflète ainsi la capacité à financer directement les dépenses d'équipements. Le montant de l'épargne nette retraitée (hors dépenses et recettes exceptionnelles) augmente entre 2023 et 2024 en raison de l'augmentation de l'épargne brute (308 k€) et malgré le remboursement du capital de l'emprunt plus important de 13 k€ en 2024.

Le taux d'épargne nette retraitée de la Ville de Lézignan-Corbières est de 8,0 % en 2024, soit un taux légèrement inférieur aux 8,7 % des communes de la même strate de population.

Sur la page treize, vous avez l'évolution et l'augmentation des dépenses d'équipement. Pour l'évolution de la section d'investissement. L'année 2024 est marquée par une augmentation des dépenses et des recettes d'investissement hors dette.

Concernant les recettes d'investissement, on observe :

- Une baisse des subventions conjoncturelles, observée dans la plupart des collectivités du bloc communal
- Une hausse des dotations, fonds divers et réserves. Ce chapitre contient les recettes de la taxe d'aménagement et le FCTVA. Ce dernier est en hausse en raison de la l'augmentation de l'investissement en 2023 (la Ville bénéficiant du régime de versement N-1).
- Une hausse de l'excédent capitalisé (correspondant à l'affectation du résultat)

Le budget d'investissement étant voté par opération d'équipement, les opérations concernées pour l'essentiel, nous avons :

- L'acquisition de terrains et immeubles, mais ça n'a pas été d'une grande utilité d'avoir autant de budget prévisionnel, puisqu'il n'y a pas eu d'opérations conséquentes, il n'y en a eu que pour 7 176 €,
- Les travaux des écoles qui ont été réalisés à presque 46 % avec 205 769,
- Le reboisement qui a coûté 10 305 €, on avait prévu 15 000, mais ça a permis quand même de replanter 500 arbres dans la pinède avec les enfants des écoles et les citoyens qui se sont sentis investis et concernés par cette mission,
- La signalétique également pour 59 000 €, 60 000 € presque. Donc on a réussi à faire presque 59 % du budget qu'on avait prévu,
- Les équipements sportifs aussi, qui est à 60 % avec 83 000 et donc mandaté 83 000 aussi,
- Le cœur de ville avec 237 790 €, mandaté à ce jour 159 000, donc 60 % aussi,
- Les travaux de bâtiments communaux, 194 000 ont été réalisés. On n'est qu'à 23 %. Mais là, il y a des encours, puisque le budget était à 827 000.
- Les voies et réseaux, tous les travaux avec le retard qu'il y a eu, réalisés et payés, donc 1 436 000 ; mandatés 329 000, donc 46 % de réalisé,
- Pour la vidéosurveillance, là, c'est 100 %, on est à 63 000 €, c'est fait.
- L'emprunt qui a été réalisés pour un montant de 1 082 616 €, 94 %, c'est l'utilisation.

Donc ça, c'est le budget d'investissement avec le mode de financement des investissements que l'on peut reprendre, page quatorze :

- Dépenses d'investissement hors dette : 2 690 000 €,
- Subventions et dotations : 826 000 €,
- Autres recettes : 24 000 €,
- Charges nettes d'investissement : 1 340 000 €,
- L'épargne nette qui a permis de financer : 2 602 000 €,
- Le recours à l'emprunt : 1 000 000 €
- Le remboursement du capital de l'année écoulée 2024 : 1 083 000 €.

Sur l'ensemble de la période analysée, les principaux modes de financement des investissements mobilisés sont l'épargne et le fonds de roulement.

Une programmation des investissements qu'on peut qualifier d'ambitieuse.

Les prévisions d'investissements pour 2025 s'articulent essentiellement sur six axes.

Sur les six axes qu'on peut reprendre, et que vous avez d'ailleurs en détail sur la page 18, on peut aller directement voir l'ensemble du programme avec le détail :

- les déplacements et voiries pour 2 710 000 €, dont :
 - o le cours de la République : 1 500 000,
 - o l'aménagement du parking Minervois, c'est pour les études : 50 000 € pour 2025, vous voyez que pour 2026 il y aura de la réalisation,
 - o programme annuel de renforcement des voiries, 700 000 € pour cette année,
 - o programme annuel de sécurité, nous avons l'objectif de réaliser des abribus pour mettre à l'abri pour la plupart du temps nos enfants et les autres usagers, bien sûr, de l'utilisation des bus de la Région.
- dans l'habitat et cadre de vie :
 - o un programme annuel pour les espaces publics : 70 000 €,
 - o pour les espaces verts : 36 000 €,
 - o pour les acquisitions, on a mis 150 000 €, on a réduit un peu la voilure,
 - o nouveaux locaux de la police : 550 000 €,
 - o la vidéosurveillance et les équipements de la PM, il y en a pour 104 000 € dans les nouveaux locaux, et quelques caméras supplémentaires, notamment pour la pinède.
- dans la gestion maîtrisée des ressources :
 - o matériel de propreté et de sécurité : 18 000 €,
 - o le Relamping qui continue, puisqu'annuellement nous avons d'importantes opérations qui permettent, on l'a vu tout à l'heure dans les chiffres, d'amoindrir la facture d'électricité. Il y en aura pour 120 000 €,
 - o la modernisation de l'action publique pour 131 000 €,
 - o le parc auto et matériel pour 240 000 €,
 - o le matériel animation : 43 000 €.

- l'axe quatre, c'est l'entretien et valorisation du patrimoine :
 - o dont toitures et menuiseries bâtiments communaux (école Mistral qui en a bien besoin, école Daudet, maison Gilbert, Le Conti, etc.), il y en a pour 200 000 €,
 - o la réhabilitation et restructuration des bâtiments communaux pour 500 000 €,
 - o l'ascenseur de l'ancien bâtiment de la CPAM, puisque vous savez pertinemment qu'ils sont partis du centre-ville, mais nous allons réutiliser ce grand bâtiment qui est en bon état, mais il faut le mettre en adéquation avec l'accessibilité, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui,
 - o les études de réhabilitation du centre-ville/distillerie/IFAS, l'Institut de formation des Aides-soignants, il y en a pour 150 000 €,
 - o travaux de réhabilitation du centre-ville et subventions façades 300 000 €,
 - o église : 300 000 €, puisqu'il nous revient de l'entretenir.
- L'enfance, le social, le sport, loisirs, culture :
 - o la rénovation du gazon qui en a bien besoin avec les problèmes que l'on rencontre au niveau du Moulin, avec la problématique de l'absorption de l'eau qui ne se fait plus. Donc, il y aura quelques travaux à faire, 100 000 €,
 - o le stade la Roumenguière avec les vestiaires qui sont malheureusement dans un état pitoyable. Donc 300 000 €,
 - o équipements sportifs : 100 000 €,
 - o changement du lave-vaisselle, c'est important, pour la cantine : 15 000 €.
- Et pour l'aérodrome :
 - o l'aménagement du taxiway : 80 000 €.
 - o et nous en avons parlé tout à l'heure, le PEM : 70 000 €,
 - o projets d'énergies nouvelles et environnement : 25 000 €.

Donc, un programme 2025 de 6 603 000 €. Pour 2026, on laissera à l'équipe qui suivra – et pour les années suivantes bien entendu – le loisir de faire des projections sur 2027 et plus.

Page 17, le financement des investissements. Pour les dépenses d'investissement projetées dans le PPI 2025, La ville de Lézignan-Corbières utiliserait trois leviers :

- L'épargne dégagée en section de fonctionnement,
- Le fonds de roulement,
- La part de l'AFL sur un an, c'est-à-dire notre banquier, puisque le crédit de 2 millions d'euros doit servir à ça.

Une programmation pluriannuelle de la section de fonctionnement qui est prudente. En 2025, il est prévu une hausse des dépenses réelles de fonctionnement à hauteur de 5,7 %, justifiée par une forte augmentation des charges de personnel (+571 k€ par rapport à 2024). Cela résultant du recrutement de personnel pour pallier aux départs et renforcement des équipes pour la police, pour la finance, pour les marchés, pour Petite ville de demain, ce qui est fait déjà.

Concernant les autres postes, on observe une croissance hors période de forte inflation similaire à ce qui peut être observé dans d'autres territoires. Les dépenses totales de fonctionnement sont en baisse par rapport à 2024, résultant de la baisse des dépenses d'ordre. Ces dépenses étaient particulièrement élevées en 2024 en raison de la cession d'immobilisations de la Ville.

À l'horizon 2026, la prospective retient une évolution de :

- 2,5 % des charges de personnel pour intégrer le GVT (Glissement Vieillesse Technicité) et l'augmentation de la cotisation patronale à la CNRACL, vous avez bien vu certainement que ça a été un débat au niveau des assemblées
- 1,8 % des charges à caractère général.
- 5,0 % des autres charges de gestion courante.

Les autres postes de charges restent stables, hors charges financières directement impactées par la mobilisation de la dette sur les autres exercices.

Recettes de fonctionnement. Les dotations et participations devraient progresser, notamment grâce à la revalorisation de l'enveloppe de DSU (Dotation de Solidarité Urbaine) au niveau national.

Les produits des impôts et taxes devraient se réduire (-1,6 %) par rapport à 2024, résultant de la baisse des DMTO qui avaient connu un pic dans les années post-Covid. Ça peut se comprendre, puisque dans les années Covid, ça a été réduit et donc quand c'est reparti, l'activité a été plus soutenue.

Concernant les produits des services, une baisse est envisagée pour l'année 2024 (-1,2 %), résultant d'une diminution des redevances.

Au global, les recettes de gestion courante sont projetées prudemment avec une réduction de 430 k€ entre 2024 et 2025, soit une baisse d'environ 2,9 %. Les recettes totales baisseraient de façon plus importante (-10,1 %), l'année 2024 ayant perçu des produits exceptionnels, à savoir la cession de biens immobiliers.

Vous avez sur la page 21 le tableau qui reprend les produits, les recettes totales de fonctionnement. On voit que pour 2022, c'était de 13 652 000 € ; en 2023, 14 561 000 € ; et 2024, 16 158 000 € ; et pour 2025, l'objectif prudent de 14 530 000 €.

S'agissant des perspectives à l'horizon 2026, les hypothèses retenues concernant l'évolution des recettes sont particulièrement prudentes (environ 0,7 %). Pas d'anticipation, encore une fois, prudemment. Et donc, recettes totales de fonctionnement : 13 652 000 € pour 2022 ; 14 561 000 € pour 2023 ; 16 158 000 € pour 2024 ; 2025, 14 530 000 € et 14 635 000 € pour 2026, estimé bien sûr.

Les grands équilibres financiers et soldes intermédiaires de gestion, vous l'avez sur la page 23. L'épargne brute de l'année 2025 et 2026 se réduit par rapport à 2024. Toutefois, la projection est à considérer avec précaution :

- Les recettes, provenant du BP 2025, sont projetées avec prudence et font partie de la tranche basse et sûre du produit dont bénéficiera la commune en 2024 ;
- Les dépenses, provenant du BP 2025, sont aussi projetées avec prudence. Il convient de souligner que la mobilisation de l'emprunt sera « calée » en fonction des subventions obtenues et pourra être levé sur l'exercice en cours et sur l'exercice suivant.

Les budgets annexes. Les deux budgets annexes de la Ville sont des SPIC (Services publics industriels et commerciaux), à ce titre ils doivent s'autoéquilibrer grâce à leurs recettes propres et ne peuvent, sauf exception, bénéficier de versements en provenance du budget principal. C'est la loi.

Le budget de l'eau potable :

- En recettes 2024 de fonctionnement : 771 334 € et en dépenses : 307 883 dont un report de 430 233.
- Total des dépenses d'investissement : 443 941 € et le total des recettes d'investissement : 255 067 €, dont un report de 302 363 €.
- Résultat de l'exercice : 1 007 172 €.
- L'encours de dette : 3 044 263 €.

Les recettes de fonctionnement sont en augmentation sur l'ensemble de la période et atteignent 771 334 € en 2024. Cette augmentation est due au décalage instauré par la nouvelle DSP (Délégation de Service Public) mise en place en 2022, qui entraîne une perception différée de la surtaxe d'une année sur l'autre. Les dépenses de fonctionnement restent relativement stables à 307 883 €, avec une légère hausse par rapport à 2023 (+3 301 €). Cela témoigne d'une maîtrise des coûts d'exploitation.

Les dépenses d'investissement augmentent significativement en 2024 (443 941 € contre 172 450 € en 2023), indiquant une relance des projets d'infrastructure ou de modernisation notamment au niveau du Cours de la République. Toutefois, les recettes d'investissement (255 067 €) ne couvrent pas totalement ces dépenses, ce qui peut nécessiter un financement complémentaire.

L'encours de dette poursuit sa diminution, passant de 3 172 085 € en 2023 à 3 044 263 € en 2024, soit une réduction d'environ 128 k€. Cela reflète un effort de désendettement progressif.

Le résultat de l'exercice 2024 s'élève à 1 007 172 €, en augmentation sur l'ensemble de la période. Augmentant ainsi sa capacité à investir dans l'avenir.

En résumé, 2024 marque une reprise des recettes de fonctionnement et une relance des investissements, tout en maintenant une tendance à la réduction de la dette.

Pour le budget assainissement, les recettes de fonctionnement atteignent 382 815 €, dépassant les dépenses de fonctionnement (333 012 €) pour la première fois sur la période. Cette tendance est en partie due au décalage instauré par la nouvelle DSP, influençant la perception de la surtaxe.

Les dépenses d'investissement augmentent significativement en 2024 (365 219 € contre 276 171 € en 2023), signalant une accélération des projets d'amélioration des infrastructures d'assainissement. Le chantier de la République en est aussi la cause.

Avec 328 829 € en 2024, les recettes d'investissement augmentent par rapport aux années précédentes, réduisant l'écart avec les dépenses d'investissement.

Le résultat de l'exercice connaît une légère progression, passant de 468 425 € en 2023 à 481 838 € en 2024. Résultant notamment de l'excédent dégagé en section de fonctionnement.

L'encours de dette poursuit sa diminution, passant de 744 140 € en 2023 à 651 695 € en 2024, soit une réduction d'environ 92 k€. Cet effort de désendettement se poursuit de manière constante depuis 2018. 2024 marque une année de transition avec une augmentation des investissements et une poursuite du désendettement.

Sur la page 26, structure des effectifs pour avoir une structuration de la collectivité. Les éléments chiffrés comparatifs figurant dans cette synthèse sont établis sur la base des effectifs moyens annuels présents et rémunérés. Ces effectifs comprennent les agents titulaires et stagiaires ainsi que les agents contractuels sur emplois permanents et non permanents.

En 2024, les effectifs de la mairie de Lézignan-Corbières connaissent une légère augmentation par rapport à 2023, avec une hausse notable des effectifs féminins. L'effectif total s'élève à 146,55 agents (67,67 hommes et 78,88 femmes), contre 141,6 en 2023.

Cette croissance est principalement portée par une augmentation du nombre de femmes dans la catégorie C et parmi les agents contractuels, tandis que le nombre d'hommes contractuels continue de diminuer. On observe également une stabilité des effectifs masculins en catégorie A, alors que la présence féminine disparaît dans cette même catégorie.

Comme les années précédentes, les agents sont majoritairement des fonctionnaires, bien que la part des contractuels féminins ait fortement augmenté en 2024. Cette évolution est notamment liée à une adaptation des besoins en personnel temporaire, notamment pour assurer le remplacement d'agents absents. Il convient également de noter que la structure des effectifs reste marquée par une répartition équilibrée entre hommes et femmes, bien que les tendances diffèrent selon les catégories.

Enfin, la proportion de femmes dans la collectivité continue de se rapprocher des tendances nationales de la Fonction Publique Territoriale, où elles représentent plus de 60 % des agents titulaires et stagiaires. En 2024, la répartition statutaire des agents de la mairie de Lézignan-Corbières reste globalement stable par rapport aux années précédentes.

Les agents de catégorie C représentent toujours la majorité des effectifs titulaires et stagiaires, avec 88 % de l'ensemble. Les catégories B et A constituent respectivement 9,5 % et 2,5 % de l'effectif, marquant une légère augmentation des effectifs en catégorie A.

En ce qui concerne la répartition entre les hommes et les femmes, la parité reste bien représentée en catégorie C, bien que les hommes y soient légèrement plus nombreux (57 contre 44 femmes). Pour les catégories A et B, les hommes demeurent majoritaires, avec une présence plus marquée en catégorie A où ils occupent 100 % des postes. Cette répartition suit la tendance des années précédentes, où les postes de responsabilité restent davantage occupés par des hommes.

Ces évolutions appellent à une poursuite de la vigilance sur l'accès des femmes aux postes des catégories A et B, afin d'assurer une meilleure représentativité dans l'encadrement en gardant à l'esprit que ces variations sont soumises à deux éléments aléatoires : l'ouverture de postes, mais aussi les profils de candidatures reçues à l'occasion des recrutements ouverts.

Sur la structure de la rémunération, l'évolution prévisionnelle. En 2024, le Chapitre 012, qui regroupe les dépenses de personnel, atteint 6 523 k€, marquant une hausse de 5,2 % par rapport à 2023 (6 203 k€). Cette augmentation s'inscrit dans la continuité de la tendance globale observée depuis 2018, avec une progression régulière, à l'exception d'une légère baisse en 2023. Pour 2025, ce sera 7 095 k€, c'est-à-dire une augmentation de 8,75 %.

Cette évolution est principalement portée par la hausse des rémunérations des contractuels, qui passent de 392 k€ en 2023 à 527 k€ en 2024 (+34,5 %). Cette augmentation contraste avec la tendance baissière observée entre 2021 et 2023 et peut s'expliquer par un accroissement des recrutements temporaires pour répondre aux besoins ponctuels de la collectivité, notamment dans le cadre de remplacement d'agents indisponibles.

Par ailleurs, la rémunération des titulaires progresse légèrement (+1,1 %), atteignant 3 983 k€, après une quasi-stagnation en 2023 par rapport à 2022. Cette augmentation s'expliquant par l'augmentation du nombre d'agents titulaires en 2024.

Ainsi, la hausse du Chapitre 012 en 2024 s'explique principalement par un renforcement du recours aux contractuels dans le cadre de remplacements indispensables à la continuité des missions, traduisant une adaptation des effectifs aux besoins de service, tout en conservant une maîtrise des coûts liés aux agents titulaires.

En 2024, la rémunération des agents connaît une hausse globale, portée principalement par l'attribution de 5 points d'indice supplémentaires sur décision de l'État.

La rémunération des titulaires atteint 3 983 k€, soit une légère progression de 1,1 % par rapport à 2023 (3 940 k€). Cette évolution marque une stabilisation après la baisse enregistrée entre 2022 et 2023, résultant de la baisse du nombre d'agents entre ces deux années.

En revanche, la rémunération des contractuels enregistre une hausse significative de +34,5 %, passant de 392 k€ en 2023 à 528 k€ en 2024. Après une forte diminution entre 2022 et 2023, cette augmentation traduit un recours accru aux agents contractuels, probablement pour répondre à des besoins ponctuels ou des remplacements.

On voit le tableau de la page 29 et il y a les absences également de longue durée pour accident de travail, encadrement des écoles, etc. On y reviendra.

Pour l'absentéisme. Le taux d'absentéisme pour l'année 2024 s'établit à 7,89 % contre 11,74 % en 2023. Le groupe Relyens, assurance des collectivités territoriales, estimait ce taux à 9,6 % pour l'année 2023 sur l'ensemble des collectivités territoriales. Si la mairie de Lézignan-Corbières présente un taux d'absentéisme inférieur, toute comparaison reste délicate au regard des différents modes de calcul.

Donc vous voyez le nombre et surtout le taux d'évolution : 16,59 % en 2022 pour les jours d'absence ; -13,69 % en 2023 et -30 % en 2024. Mais encore une fois, il faut apprécier ces chiffres-là parce qu'une seule et même personne peut cumuler plus d'un an d'absence, ce qui est le cas actuellement pour des raisons d'accidents de services et autres. Donc ce n'est pas tellement le nombre.

On constate une baisse significative du nombre total de jours d'absence en 2024, avec une diminution de 30,41 % par rapport à l'année 2023. Cette baisse notable s'explique principalement par la réduction des absences liées aux longues maladies et aux maladies ordinaires, qui avaient atteint des niveaux élevés en 2023. Le retour à des chiffres plus modérés en 2024 peut également être attribué à des mesures préventives et à une gestion plus efficace des arrêts de travail.

L'année 2024 est également marquée par une forte augmentation des absences liées aux accidents du travail, avec un total de 713 jours, contre 343 jours en 2023. Cette hausse peut s'expliquer par une reprise d'activités plus intense. Malgré cette augmentation, le nombre d'absences pour accidents du travail reste en deçà des niveaux de 2022 (1 173 jours), ce qui suggère que l'impact global reste limité.

Les absences liées à la COVID-19 ont disparu en 2024, après avoir représenté un nombre significatif de jours d'absence en 2020 et 2021. Cette disparition marque une normalisation de la situation sanitaire, permettant ainsi aux agents de reprendre leurs activités sans interruption liée à la pandémie. Cette évolution témoigne d'une adaptation réussie aux nouvelles conditions de travail post-pandémie.

Enfin, la gestion des congés maternité et paternité montre une tendance à la hausse en 2024. Les congés maternité ont atteint 224 jours, soit une augmentation par rapport aux 120 jours enregistrés en 2023. Les congés paternité ont également progressé, passant de 14 jours en 2023 à 50 jours en 2024. Cette hausse pourrait refléter une meilleure prise en compte des besoins des parents et une évolution des politiques de congé parental.

Avantages en nature. Les avantages en nature restent l'affectation d'un véhicule de fonction au DGS, dans le cadre de la réglementation qui l'autorise, et le logement de fonction à l'agent AFIS qui effectue la surveillance de l'aérodrome.

En matière d'heures supplémentaires, on voit que le nombre d'agents en 2022, 2023, 2024 est à peu près 100 en 2022, 77 en 2023 et 94 en 2024, mais avec des nombres d'heures totales qui baissent. L'année 2024 présente un nombre d'heures supplémentaires en augmentation (+14,3 %) par rapport à 2023, mais pour un impact financier inférieur.

Il faut noter que l'année 2024 était exceptionnelle en nombre d'heures supplémentaires, notamment liées aux élections européennes et aux élections législatives, décidées non pas localement, mais au niveau national.

En prenant en référence l'année 2022, le nombre d'heures supplémentaires est en baisse de 17,5 %.

Pour le temps de travail, en 2024, le temps de travail dans la collectivité se décompose de la manière suivante : le nombre de jours dans l'année : 365 ; et le nombre d'heures : 1 607 heures. On se réfère tout simplement à la loi, ce qui est vu bien sûr avec les représentants du personnel, et ça n'a rien d'extraordinaire. Le nombre de jours dans l'année, c'est toujours pareil, 365 jours, 366 jours pour 2025.

La gestion de la dette. Vous êtes sur la page 30. La dette de notre collectivité, au 31/12/2024, l'encours consolidé de la Ville s'est établi à 13 029 k€ réparti en 17 emprunts.

Le taux moyen pour l'exercice en cours est de 2,86 %, soit une augmentation de 0,34 point de pourcentage entre 2023 et 2024.

En 2024, la Ville a souscrit à 1 nouvel emprunt pour un montant de 2 000 k€ et à un taux de 3,42 %. En 2024, 1 000 k€ de l'emprunt ont été mobilisés.

En 2024, le taux indexé est le taux le plus représenté avec 58,65 % de l'encours du budget principal. Parmi les 7 emprunts à taux indexé, 6 sont indexés sur l'Euribor 3 mois et un seul sur le TAG 3 mois.

L'évolution de l'endettement du budget principal. Pour rappel, la capacité de désendettement est le résultat de l'encours de dette divisé par l'épargne brute. En 2024, malgré une augmentation de son encours de dette (+917 k€), la capacité de désendettement de la commune se réduit par rapport à 2023 pour atteindre 4,4 annuités. Cela s'explique par l'augmentation de l'épargne brute entre ces 2 années.

Sur toute la période 2022-2024, la capacité de désendettement de la commune reste bien en dessous du seuil prudentiel fixé entre 12 et 15 années.

La solvabilité de la Ville est bonne et les banques pourront continuer à financer ses projets.

Et contrairement à la Vox-populi, puisque nous sommes en mesure non pas de redressement, mais de placer la trésorerie, ce qui nous a été demandé et conseillé, nous sommes en négociation avec notre trésorier, le Trésor public et les finances publiques pour caler le montant et la durée. Donc on serait parti grosso modo sur 600 000 et sur deux fois trois mois, ce qui fait une rémunération au taux du marché aujourd'hui qu'on peut estimer à 10 000 €.

Ça nous permet de faire face à tous nos engagements et donc, non pas à thésauriser sans que ça rapporte, mais avoir quelques subsides, puisque ça pourrait nous être permis. On attend bien sûr le résultat de notre trésorier payeur général qui devrait nous donner le feu vert, puisque ça vient de leur proposition, en tout cas de leur conseil, puisqu'on n'est pas une entreprise privée. J'aurais bien placé, moi, bien plus tôt, mais il faut attendre le blanc-seing du Trésor public.

Voilà, Messieurs et Mesdames, le terme de ce rapport d'orientation budgétaire. Si vous avez maintenant des questions, des remarques, des appréciations, le micro va vous être proposé.

M. FUMET : Monsieur le Maire, merci de nous donner la parole. Monsieur le Maire, je suis particulièrement consterné par le contenu du ROB que je qualifierais de fade et d'insipide. Un vrai copié-collé très mal rédigé du document présenté l'an dernier.

Monsieur le Maire, l'analyse financière présentée dans ce document est complètement erronée, compte tenu de l'insincérité des comptes présentés et tel qu'il a été démontré précédemment.

Monsieur le Maire, vous présentez page 23 le financement des investissements 2025. Quelle n'est pas ma surprise et ma consternation de constater la façon dont vous envisagez de financer le financement de ces investissements. Ainsi, Monsieur le Maire, vous affectez la quasi-totalité du fonds de roulement 2024 et vous allez recourir à un emprunt particulièrement minime à hauteur de 49 000 €. Nous verrons si vous tiendrez votre engagement de ne pas recourir à un emprunt supplémentaire.

En définitive, vous asséchez complètement les maigres ressources de la Ville juste avant la fin de votre mandat. Rien ne sera laissé à la prochaine équipe municipale, les caisses seront vides. Une véritable politique de terre brûlée au détriment des Lézignanais.

Par ailleurs, Monsieur le Maire, nous sommes particulièrement interpellés concernant la présentation des avantages en nature que vous appliquez. Je cite, page 33 : « Les avantages en nature restent l'affectation d'un véhicule de fonction du DGS, dans le cadre de la réglementation qui l'autorise, et le logement de fonction de l'agent AFIS qui effectue la surveillance de l'aérodrome ». Si l'attribution d'un véhicule de fonction au DGS n'appelle pas de commentaire de notre part, je constate, Monsieur le Maire, que vous refusez d'appliquer les dispositions de la délibération numéro 2024-044 du 27-03-2024, votée pourtant à l'unanimité par notre Conseil municipal, portant affectation annuelle des véhicules pour utilité de service. Monsieur le Maire, il est votre prérogative de faire appliquer strictement les délibérations que nous votons. Et en cas d'espèce, vous devez appliquer, conformément à la loi, les dispositions retenues pour avantage en nature aux agents qui disposent d'un véhicule de service avec remisage à domicile.

M. FORCADA : Merci. Vous faites une lecture sur le financement qui n'est pas vraiment la réalité des faits. Mais bon, on ne va pas faire un cours de finances ni de comptabilité. Vous prenez le financement, le recours à l'emprunt comme... alors que c'est du remboursement, mais ce n'est pas grave. 49 000 €,

ce n'est pas un recours à l'emprunt. Mais c'est... ou c'est mal exprimé ou... enfin, ce n'est pas important.

M. FUMET : Je suis certain de mes éléments.

M. FORCADA : Ça fait partie des éléments, mais bon, l'information n'est pas suffisante. Et pour les avantages en nature, je dirais que la loi est respectée et il n'y a pas de raison qu'elle ne le soit pas. Pour ceux qui ont des véhicules de service, il y a des règlements, il y a une réglementation et elle est appliquée.

M. FUMET : Mais est-ce qu'il y a des avantages en nature appliqués à ces personnes-là ? Puisque ce n'est pas signalé dans le DOB.

M. FORCADA : Non, ce sont des véhicules de service. Vous faites le rapprochement avec les avantages en nature du Directeur général des services. Ça fait partie des avantages en nature pour lui, mais ce n'est pas du tout le véhicule de service, c'est un véhicule de fonction. Ça n'a rien à voir.

M. FUMET : Il y a des personnes habitant à l'extérieur de Lézignan qui gardent leur véhicule le week-end.

M. FORCADA : Oui, tout à fait. Il y a un cadre qui est très précis pour eux, très précis. Vous le verrez, on vous donnera les détails. Ce n'est pas un problème.

M. FUMET : Merci.

M. FORCADA : Des mains qui se lèvent. Monsieur PENAVALAIRE.

M. PENAVALAIRE : Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, ce débat d'orientation budgétaire s'inscrit effectivement dans un contexte de restrictions budgétaires imposées par un gouvernement qui méconnaît l'aspect essentiel des investissements des collectivités territoriales et qui met en péril encore plus les services publics locaux. Nous y reviendrons dans le vœu que nous proposons au vote du Conseil en fin de séance. Je m'excuse de la faire plus longue que ce qu'elle est. Mais surtout, ce débat, le dernier de votre mandature donc, prend une résonance plus grave et plus solennelle pour notre commune et pour nos administrés après avoir entendu les interventions de mes collègues lors du compte administratif et puis du DOB. Les questions posées devront avoir une réponse de votre part, bien sûr, du comptable du Trésor et de l'autorité préfectorale.

Ce débat est donc le moment de dire notre appréciation sur le bilan de votre mandature. Pour nous, il peut être résumé en deux qualificatifs : des effets d'annonce et la pauvreté des investissements. Nous avons entendu pendant cette mandature beaucoup d'annonces en écoutant Radio Barques, en lisant le bulletin municipal ou le journal local. Nous avons vu proliférer des panneaux disséminés dans la ville annonçant des travaux et les réalisations que vous n'avez pas faits et que clairement, pour la plupart, vous ne ferez pas.

Nous avons appris, par ces mêmes canaux, des projets irréalistes. Il paraît que vous voulez implanter une cité éducative sur le site de l'ancienne distillerie et supprimer les écoles de notre centre-ville. Alors que vous n'avez aucune maîtrise foncière de la distillerie, ni même le premier centime pour le réaliser. Nous avons même lu que vous revendiquiez, hors de toute réalité, l'installation d'un IRM à l'hôpital de Lézignan. Et ceci dit, quand vous ne pouvez pas vous prévaloir de réalisations, vous les commentez en parsemant d'obstacles le parcours administratif. Ce faisant, vous n'avez pas pu – et heureusement pour les Lézignanais – empêcher que se fasse la crèche. Mais vous avez rendu malheureusement impossible la réalisation de l'auditorium et de l'école de musique.

De la même façon, quand vous avez voulu vendre au personnel et à notre population la direction commune de notre hôpital avec celui de Narbonne, vous aviez annoncé 30 millions de subventions – alors évidemment, ça on a lu dans le journal – aujourd'hui réduit à peau de chagrin.

Dans ce rapport d'orientation que vous nous présentez, on est sidéré par la pauvreté de vos investissements. Annonces donc et pauvreté. Nous constatons, ébahis, qu'en ce mois d'avril 2025, vous n'avez pas encore réalisé les deux projets phares dont vous vous réclamez : la rénovation du cours de la République et la transformation de l'immeuble Perucho en poste de police municipale.

Tout le monde le sait, la rénovation du cours de la République est un projet de prestige. Plus précisément, un projet pour votre prestige personnel et qui a contribué à affaiblir notre centre-ville. Vous avez fixé le sens de circulation, vous rendez plus difficile le stationnement et la rénovation des immeubles du cours de la République.

Vous ajoutez des obstacles au projet d'ouverture de voies et de mise en valeur de notre centre-ville autour de l'église Saint-Félix et de la Place Cabrié. Vous avez abandonné la reconquête d'un centre à vivre sans combattre les habitats indignes, sans véritable projet d'urbanisme et d'organisation de la cité, dans laquelle l'Église Saint-Félix doit avoir une place majeure. Cette rénovation aurait été un point d'appui important au combat contre les incivilités, les trafics et même l'insécurité. Vous qui êtes si bien en cour auprès des autorités d'État, nous l'avons appris également publiquement sur Radio Barques, vous n'avez pas été capable d'obtenir un renfort de gendarmerie.

J'ai pris connaissance avec un grand intérêt du dossier complet élaboré par le service d'architecture de Caroline SERRA, architecte du patrimoine. Donc je remercie les services de me l'avoir fourni. Dans ce dossier, il n'est jamais écrit « l'absence récurrente d'entretien d'ampleur suffisante », ni même le terme que vous avez utilisé dans votre intervention lors de la séance du Conseil municipal, « par négligence du passé ». Bien au contraire, il est inscrit en toutes lettres qu'une étude portant sur la place de l'église Saint-Félix dans la rénovation de notre centre-ville avait été réalisée dès 2017. Cette étude était alors un prélude au projet urbanistique que vous avez abandonné, qui aurait dû être le prélude à la rénovation du cours de la République.

Vous n'avez pas non plus été capable, pour cette rénovation, de demander des subventions aux collectivités territoriales en temps utile et conforme à leur cahier des charges. Et vous n'avez pas écouté les voix discordantes. « Oui, on aurait pu ». « Oui, on aurait dû agir autrement ». Cet entêtement vous a conduit à déclarer dans le journal local que vous alliez dorénavant faire au doigt mouillé.

Le deuxième projet de votre mandature, la transformation de l'immeuble Perucho est, semble-t-il, retardé. Alors, nous sommes parfaitement d'accord avec ce projet que nous avons voté. Création des archives, installation de la police municipale avec une mutualisation ouverte aux policiers municipaux de certains villages autour de notre ville. C'est une bonne chose que d'avoir une police municipale efficace pour notre population.

Là aussi, nous pensons que ce projet structurant ne doit supporter aucune opacité. Nous revendiquons que les décisions du maire soient rendues publiques et portées à la connaissance de la population et des élus sans restriction. Et nous nous inquiétons fortement des retards et des tergiversations dont nous sommes les spectateurs en nous demandant si le nouveau siège de la police municipale pourra être terminé avant la fin de la mandature.

Avant de conclure, je voudrais poser une question, en tout cas sur la question de l'eau, puisque le passage à la Communauté de communes est désormais facultatif. Nous le savons puisque ça a été voté au Sénat et à la Chambre des députés. Et il n'en est pas fait question dans le rapport d'orientation budgétaire. Je souhaiterais avoir quand même un petit peu de votre prévision là-dessus.

Pour conclure, je voudrais simplement vous dire que – et je suis le porte-parole de tous les groupes que je représente – clairement, ce n'est pas cette gestion, ce n'est pas ce budget au doigt mouillé qu'il nous faut, mais du sérieux et de la compétence pour un projet au service de notre ville. Je vous remercie.

M. FORCADA : Pour les projets, je vois que vous êtes plus prolix à édicter vos propres turpitudes que d'être acteur. Mais bon, ça ce n'est pas un drame, c'est un constat. Le reste, quand vous imaginez et que vous mettez sur le devant de la scène votre vision des choses, elle est loin d'un expert en comptabilité ou en finance. Donc, je vous laisse votre professionnalisme, accordez-nous le nôtre, en tout cas sur la perspective et sur bien sûr l'analyse. Donc là-dessus, je n'ai pas de leçon à recevoir, ce qui me fait assez sourire. Si vous aviez fait ce que vous dites là en ce moment, on n'en parlerait pas puisque ça aurait été déjà réalisé. Mais bon, moi ce qui m'intéresse, c'est faire le constat du présent et me projeter sur le passé avec mon équipe pour les Lézignanais et pas pour une aventure politique. Ça, ça vous appartient.

Donc sincèrement, vos remarques, je les entends, je les accepte parce qu'on est en démocratie et c'est tout à fait normal, on n'est pas du même avis. Mais dans tous les cas, je vous renvoie à votre réflexion sur la gestion. Vous n'avez jamais été à ce niveau-là de gestion d'une collectivité ou d'une entreprise. Donc, les perspectives et les prévisions, ça s'analyse. Et donc les résultats aussi, on le verra. Et c'est à la fin du bal qu'on paie les musiciens.

D'autres remarques ? C'est un débat, n'hésitez pas.

M. PENAIRE : Sur l'eau.

M. FORCADA : La remarque, c'est vrai que j'ai oublié. C'était tellement évident. Vous savez que quand une loi est votée à l'Assemblée et au Sénat, elle n'a pas force de loi. Donc, tant que le Journal officiel n'a pas promulgué la loi, elle n'est pas applicable. Donc vous pouvez faire toutes les lois que vous voulez, et il en existe en cours qui n'ont jamais été promulguées. Tant que la promulgation n'a pas eu lieu, on ne peut pas et on ne doit pas changer la loi. Celle qui s'applique aujourd'hui, concernant l'eau, c'est l'obligation qui est faite à toutes les communes de transférer. On est aujourd'hui dans ce cadre-là. Quand elle sera promulguée, si vous avez la date, vous nous le direz.

M. PENAIRE : Vous me permettez que je dise un petit mot ?

M. FORCADA : Oui, allez-y.

M. PENAIRE : Donc des décrets d'application, sans nul doute, vont être donnés très rapidement. Pourquoi ? Parce que c'est Monsieur BAYROU lui-même qui a voulu faire ça. Et je pense qu'il ne va pas attendre longtemps. Mais il y a quand même chez vous une idée peut-être que vous pouvez nous donner lors de ce rapport d'orientation budgétaire, puisque c'est quand même l'avenir des Lézignanais qui est en cause et pas uniquement pour 2025.

M. FORCADA : Ne vous en faites pas, ça viendra en temps et en heure avec tous les éléments dont nous aurons tous connaissance très précisément. Et on aura tous, en notre âme et conscience, à se positionner, c'est tout.

M. PENAIRE : Je voudrais aussi dire un petit mot, puisque j'ai reçu une lettre recommandée qui est là, que je tiens à la disposition de qui la veut, mais que vous m'avez envoyé, donc c'est pour ça que je fais cette mise au point. Je vous enverrai évidemment, au nom de mes collègues, une réponse bientôt.

M. FORCADA : Très bien. Pas d'autres ? Donc, je prends acte que le débat a eu lieu et il faut faire voter cette participation. Qui est contre le rapport ? Très bien. Qui s'abstient ? Très bien.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Prend acte de la tenue du débat et approuve à la majorité le rapport**

Motion proposée par les groupes « Expérience et progrès » et « Lézignanais de cœur »

M. FORCADA : Vous avez, avant de terminer ce conseil, proposé d'intervenir. C'est vous, Monsieur PENAIRE ?

M. PENAIRE : Ça peut l'être.

M. FORCADA : C'est votre groupe qui... ?

M. PENAIRE : Oui. Nous avons proposé une motion qui est assez longue, je m'en excuse, qui reprend quand même les attendus du débat d'orientation budgétaire et du rapport. Considérant que les collectivités territoriales ne sont en rien responsables du déficit public, Entre 2019 et 2023, celles-ci ont dégagé un solde cumulé positif de + 1,9 milliards d'euros alors que l'État dégageait pour sa part un solde négatif cumulé de - 690,7 milliards d'euros. Considérant que les services publics, qui bénéficient à toutes et tous, produisent plus de 20 % des richesses de ce pays (plus de 20 % du PIB) et en tant que premier investisseur public en France, représentant plus de deux tiers de l'investissement public national, Considérant la loi de Finances 2025 qui prévoit de ponctionner, selon le dernier avis du Comité des Finances Locales, plus de 7 milliards d'euros sur les recettes locales ; cette ponction s'ajoutant à la forte hausse des cotisations des employeurs territoriaux décidée par le gouvernement et le Parlement.

Considérant que ces ponctions représentent une offensive dont la nature est sans précédent contre leur autonomie financière et leur capacité à remplir leurs missions de Service public.

Considérant que le cadre législatif actuel ne permet pas aux collectivités territoriales de disposer de la visibilité budgétaire nécessaire pour planifier leurs investissements à moyen et long terme, ni de compenser les pertes de ressources imposées unilatéralement par l'État, précisément l'ensemble des réductions budgétaires prévues et notamment :

- le prélèvement d'un milliard sur le DIspositif de LIssage CONjoncturel (DILICO),
- les 2 milliards d'euros prélevés sur les dotations, dont près de 900 millions d'euros directement auprès des seuls départements,
- la réduction du Fonds vert de 1,35 milliard d'euros,
- la réduction de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) de 150 millions d'euros, ce qui annihile la hausse prévue de 150 millions d'euros de la DGF,
- les 1,2 milliard d'euros de réduction de recettes, réalisés via le gel de la fraction de TVA à son niveau 2024, ce qui contrevient à l'engagement du Président de la République de compenser les recettes des impôts locaux supprimés ou renationalisés,
- les 130 millions d'euros prélevés sur les Agences de l'eau, accompagnant le report d'un an du financement du plan eau, qui vont continuer d'affaiblir cette politique publique,
- les 1,4 milliard d'euros annuels prélevés sur les employeurs territoriaux pour alimenter la CNRACL qui est déficitaire, alors que cette caisse a versé 100 milliards d'euros depuis 50 ans à d'autres régimes et continue de le faire malgré ce déficit,

Le Conseil municipal :

- s'oppose aux restrictions et ponctions budgétaires qui dégradent injustement les finances publiques locales et risque d'engendrer la fermeture de services publics essentiels à la population.
- demande que la Dotation Globale de Fonctionnement soit indexée sur l'inflation et que la contractualisation, si elle est jugée nécessaire, s'opère sur la base d'une relation équitable, équilibrée et concertée entre l'État et les collectivités.
- demande au gouvernement de renforcer le lien entre la fiscalité et le développement des territoires. À ce titre, il est urgent de disposer d'une fiscalité locale, lisible, dynamique, durable, en phase avec la réalité économique, démographique et géographique des territoires.
- demande au gouvernement de revenir sur les mesures de la loi de finances pour 2025 par le vote d'une loi de finances rectificative.

M. FORCADA : Merci. Nous allons passer au vote à ce moment-là, s'il n'y a pas de questions dans la salle.

Je vais passer au vote. Qui est pour ? Qui s'abstient ? Merci. Il n'y a pas de contre, donc elle est adoptée.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à la majorité**

M. FORCADA : Avant de terminer, juste un petit point. Monsieur DENARD, vous avez fait le choix de qualifier les documents présentés pour le compte administratif 2024 du budget principal d'insincères. Je souhaite informer cette assemblée qu'après le départ d'un collaborateur du service des finances suite à un raid hostile d'une collectivité très proche sur nos effectifs, la collectivité a pris la précaution de s'associer l'assistance, le conseil et le suivi des services de la DGFIP de l'Aude pour accompagner la commune dans la préparation de tous les documents budgétaires, soit les comptes de gestion qui sont de la responsabilité du comptable public, mais aussi les comptes administratifs et l'affectation des résultats constatés. Il en va de même pour les projets de budget qui seront examinés lors de la prochaine séance du Conseil municipal.

La commune a également sollicité, dans l'attente des recrutements de nouveaux collaborateurs, l'aide du service de remplacement mis en place par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Aude.

Enfin, après des délais imposés par les procédures de mutation des agents publics, la Ville a procédé à un renforcement de ses effectifs du service des finances. Le travail réalisé et présenté aujourd'hui a donc été une corrélation de la Ville et des services locaux et départementaux de la DGFIP. Vous laissez donc planer un doute sur la rigueur des différents intervenants engagés dans ce travail difficile.

Pour ma part, j'en assume toute la responsabilité et je dis ici toute ma confiance dans les équipes qui m'accompagnent. Je prends aussi acte de votre volonté de déférer les documents présentés. C'est votre choix et c'est même votre droit. Les instances de contrôle apprécieront et nous nous conformerons comme toujours aux observations qui seront ou pas émises.

Je pense que cette mise au point était indispensable et de ce fait, je lève la séance. Merci et bonne soirée.

Monsieur le Maire lève la séance 20 h et 26 minutes.

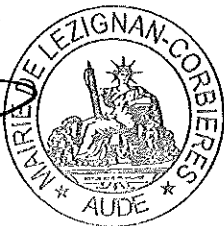
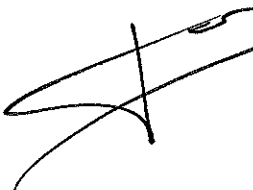
**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité sans question ni observation**

Procès-verbal établi et clos le 22 mai 2025

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,
Gérard FORCADA



Le secrétaire de séance,
Michel MASUYER

